L'impossible reconstruction de **l'Afghanistan** Page 4

JEUDI 12 JUIN 2008 | PREMIÈRE ÉDITION N° 8429 | www.liberation.fr

Libération

A Dublin hier, une affiche des partisans du non. PHOTO PETER MORRISON. AP

Irlande

La peur du non

Si les Irlandais rejettent, lors du référendum d'aujourd'hui, le Traité de Lisbonne, une nouvelle crise guette l'Union européenne. Page 2

Prisons

Inquiétudes sur le projet de loi pénitentiaire

Page 6

Culture Music for toys

DR

Un festival parisien où la musique est un jeu d'enfants.

Page 12

Euro 2008

Le Portugal tout près des quarts de finale

Page 11

AFP

L'essentiel. Les Irlandais votent aujourd'hui par référendum sur le traité de Lisbonne qui doit remplacer la défunte Constitution européenne. **Le contexte.** Le oui et le non sont donnés au coude à coude dans les sondages mais il reste encore 20% d'indécis et les «nonistes» ont le vent en poupe, même si le pays a été l'un des plus grands bénéficiaires des aides européennes. **L'enjeu.** Une victoire du non en Irlande plongerait l'Union dans une nouvelle grave crise institutionnelle.

Les yeux de l'Europe sont rivés sur l'Irlande

REPORTAGE

Il n'est pas mécontent de son coup. En offrant un billet d'avion aux leaders du oui pour qu'ils aillent renégocier, dès demain à Bruxelles, le Traité de Lisbonne si le non l'emporte, Declan Ganley s'est fait une jolie pub. L'entrepreneur irlandais, qui a fait irruption sur la scène politique il y a huit mois, a de nouveau démontré qu'une bonne part de la campagne référendaire s'organisait autour de son nom et de sa fortune. Au point d'éclipser le débat européen.

L'homme d'affaires âgé de 39 ans est aussi riche que méconnu. Etabli dans le comté de Galway (ouest), ce père de quatre enfants se passionne pour les belles voitures, les cigares et les costumes élégants. Mais son passé d'entrepreneur tous azimuts (bijouterie, aluminium, télécoms) dans l'ex-bloc de l'Est comporte plus d'une zone d'ombre. Tout comme le financement de sa campagne. *«Comme l'autorise la loi, j'ai versé 6300 euros à Libertas,* [son organisation], *le reste provient des donations de particuliers»,* affirme-t-il. Il dément disposer de 1,3 million d'euros, mais table sur *«300 000 euros déjà dépensés.»*

Tracts. Difficile à croire. Ses affiches squattent les rues, le tramway, le train. Un bus à ses couleurs, blanc et bleu, sillonne le pays. De jeunes militants tractent à tout-va. Et vantent la littérature anti-Bruxelles: contre la nomination d'un président non élu par les citoyens, contre l'abolition du droit de veto protégeant l'agriculture, contre le renforcement des pouvoirs de Bruxelles, contre la suppression du Commissaire irlandais et l'harmonisation fiscale qui priverait le pays d'une taxation avantageuse pour les sociétés. *«Je suis un pro-européen enthousiaste»,* décoche Ganley, sûr de son fait et de sa personne. Il dit avoir voté oui à tous les référendums jusqu'à présent, mais affirme: *«Je juge choquant que l'on ne prenne pas le soin de consulter les citoyens européens pour leur demander leur avis.»*

> **«On aura passé toute la campagne à lever des contrevérités et des confusions.»**
> Dick Roche, ministre des Affaires européennes

Ruairi Quinn fulmine contre les *«positions droitières et mensongères de Ganley»,* influencées selon lui par les néoconservateurs américains. L'ex-ministre socialiste des Finances, partisan du oui, prend un exemple. *«Ganley appelle à voter non afin que l'Irlande conserve son commissaire européen. Mais lors du Traité de Nice en 2001, il a été décidé que le nombre de commissaires allait baisser et qu'une rotation entre les pays s'organiserait.» «On aura passé toute la campagne à lever des contrevérités et des confusions,* confie Dick Roche, le ministre des Affaires européennes. *Du coup, nous étions sur la défensive. Mais fallait-il répondre aux erreurs ou les ignorer?»*

«Mensonges.» Car le camp du non a milité tambour battant sur presque tous les sujets inimaginables. Avortement, peine de mort, nucléaire, institutions, défense des travailleurs, neutralité, privatisations, etc. *«C'est terrible à dire,* avoue un militant du oui, *mais leurs slogans, qui colportaient parfois les plus fantastiques mensonges, étaient dès lors plus concrets et efficaces.»* La division des leaders du oui, qui se sont déchirés pendant plusieurs semaines, et la mollesse de leur plaidoyer ont fait le reste.

Au siège de Unite, l'un des syndicats opposés au Traité de Lisbonne, l'ostentation à la mode Ganley n'est plus de mise. C'est bout de ficelle, huile de coude et tracts rationnés. Michael Youlton occupe un petit bureau au troisième étage. Le sourire aux lèvres, le coordinateur de la Campagne contre la Constitution européenne, qui fédère une quinzaine d'organisations et de partis de gauche, confirme que le camp du non ratisse très large. Eux redoutent que Lisbonne accélère la privatisation des services publics, de la santé et de l'éducation, favorise le dumping social, accorde une plus grande place à l'énergie nucléaire et menace la neutralité irlandaise. *«Ganley veut s'occuper du problème des taxes et du commissaire irlandais. On le laisse faire»,* note Youlton. Un de ses militants raille le *tycoon* de Libertas. *«Il ressemble à un militant du oui, mais il parle comme un partisan du non.»* La critique n'ira pas plus loin. Les uns et les autres ont scellé un pacte de non-agression. *«C'est un bon débatteur,* juge Michael Youlton. *Il a montré assez efficacement qu'il y avait un tas de questions cachées derrière la devanture du traité de Lisbonne.»* Le militant antiguerre s'agace quand on évoque la *«coalition hétéroclite du non». «Nous n'avons pas les moyens de Ganley et ne militons pas ensemble.»* Noniste lui aussi, Roger Cole réfute *«tout lien avec cet homme».* Le fondateur de l'Alliance pour la paix et la neutralité dit faire campagne *«sans le soutien des médias contre la militarisation»* accrue de l'Europe. A entendre les Irlandais opposés à Lisbonne, il risque fort d'être entendu.

Envoyé spécial à Dublin
ARNAUD VAULERIN

A Dublin, lundi. 2,8 millions d'Irlandais sont appelés aux urnes

En 1973, l'Irlande intègre la Communauté economique européenne (CEE)
qui deviendra le 1er janvier 1993 l'Union Européenne (UE). Avec la Grande-Bretagne et le Danemark, l'Irlande prend part à la première vague d'élargissement de l'Europe des 6, fondée à Rome en 1957 et devenue l'Europe des 9 en 1973.

Depuis son entrée dans l'UE, l'Irlande a reçu près de 40,5 milliards d'euros d'aides de toutes sortes (dont les fonds de la PAC).

Le «miracle celte»

Alors que l'Irlande jouissait du titre peu enviable d'économie la plus arriérée d'Europe du Nord avant 1973, le pays a réussi en trente ans une reprise économique fabuleuse, inégalée dans le reste de l'Europe.

aujourd'hui. Les derniers sondages présagent d'un scrutin très serré. PHOTO NIALL CARSON . AP

Scénarios de sortie de crise

La mise à la porte de l'Union d'un pays qui refuserait le traité est envisagée à Bruxelles.

ANALYSE

L'Europe retient son souffle : et si l'Irlande disait non ? Ce pays de 4 millions d'habitants est, en effet, le seul à se prononcer, aujourd'hui, par référendum, sur le traité de Lisbonne, le texte qui doit remplacer la défunte Constitution européenne. Tous ses partenaires ont préféré la voie, moins risquée, de la ratification parlementaire : jusqu'à présent, dix-neuf Etats membres, sur vingt-sept, dont la France et les Pays-Bas, les deux pays qui avaient dit non en 2005, ont approuvé le traité de Lisbonne signé le 13 décembre 2007 (1). Les sondages prédisant un résultat très serré, les partenaires de Dublin commencent à préparer des pistes de sortie de crise. Car un non irlandais, que tout le monde redoute à Bruxelles, bloquerait à nouveau la machine communautaire puisque le traité de Lisbonne ne peut entrer en vigueur que si l'ensemble des Etats membres le ratifie.

> **« Il faut en finir avec la conception qui veut que l'on avance tous d'un même pas. »**
> Jean-Luc Sauron, de l'Association des juristes européens

Suspendre. L'Union replongerait donc dans la crise dont la signature de ce texte l'a péniblement sorti après le double non de 2005. La première chose que devront faire les Etats membres est de décider s'ils poursuivent ou non le processus de ratification lors du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement qui se réunit à Bruxelles les 19 et 20 juin. *«Mais si on décide de suspendre, on ne sait pas si on pourra reprendre»*, met immédiatement en garde un haut fonctionnaire de l'Union. *«Tout dépendra en réalité des Britanniques,* estime Jean-Louis Bourlanges, qui fut député européen entre 1989 et 2008. *Gordon Brown, le Premier ministre, est tellement affaibli qu'il pourrait ne pas résister à la pression des conservateurs et des eurosceptiques de son camp. Dans ce cas, si Londres suspend comme il l'a fait pour la Constitution européenne en 2005, c'est la mort de Lisbonne.»* Mais pas celle de l'Union, évidemment, qui continuera simplement à travailler en appliquant les règles des traités actuels que tout le monde s'accorde à considérer comme insuffisants dans une Europe élargie à vingt-sept pays. Echaudés par quinze ans de négociations institutionnelles infructueuses, il est douteux que les Etats se relancent dans la rédaction d'un nouveau traité avant très longtemps. Ceux qui espèrent un «choc salutaire» ou une remise à plat de la construction communautaire à la suite d'un rejet du traité de Lisbonne en seront pour leur frais. Mais l'hypothèse la pire n'étant pas toujours celle qui se réalise, beaucoup espèrent que le fait que le traité ait déjà été voté par la Chambre des communes en première lecture poussera Gordon Brown à ne pas signer l'arrêt de mort de Lisbonne. Dans ce cas, il est probable qu'à la fin de l'année, l'Union se retrouvera avec 26 ratifications parlementaires contre un référendum négatif.

Nouveau vote. La pression politique sera alors maximale sur l'Irlande : une île de 4 millions d'habitants peut-elle bloquer une Union de près de 500 millions d'habitants ? Pour nombre de diplomates, l'Irlande devra, comme après son non au traité de Nice de 2001, voter une seconde fois. Une hypothèse que n'imagine pas Jean-Luc Sauron, maître des requêtes au Conseil d'Etat et président de l'Association des juristes européens : *«Les Français et les Néerlandais n'ont pas revoté, ce qui a créé un précédent. Je ne vois pas au nom de quoi on pourrait exiger des Irlandais qu'ils le fassent.»* A moins qu'ils ne décident eux-mêmes de le faire.

En revanche, les Vingt-six seraient en position de force pour demander aux Irlandais de quitter l'Union. *«Il faut en finir avec cette conception très années 50 qui veut que l'on avance tous d'un même pas,* estime Jean-Luc Sauron. *Aujourd'hui, la plupart des traités internationaux ne s'appliquent qu'entre les signataires.»* Cette solution séduit aussi Jean-Louis Bourlanges : *«Il faut leur dire qu'ils ont le droit de rester en arrière.»* Mais comment mettre en œuvre une telle solution ? *«Si on veut mettre l'Irlande à la porte, la moitié des Etats refusera,* prévient un haut fonctionnaire européen. *On peut imaginer une solution équivalente à celle qui avait été préparée en 1992, au lendemain du non danois au traité de Maastricht : tous les Etats intéressés sortent de l'Union et ratifient un nouveau traité qui crée une nouvelle Union.»* L'Irlande se retrouverait ainsi dans une Union croupion avec les Etats les plus eurosceptiques. *«C'est un processus très lourd qui prendra des années, mais c'est faisable»,* explique le haut fonctionnaire déjà cité. Face au risque de se retrouver ainsi isolés, *«les Irlandais finiront par voter oui»,* pronostique Jean-Louis Bourlanges.

De notre correspondant à Bruxelles (UE)
JEAN QUATREMER

(1) La Finlande, l'Estonie et la Grèce ont ratifié hier.

Éditorial

PAR FABRICE ROUSSELOT

Message

On pourrait se contenter de fustiger l'ingratitude des Irlandais. Comment un pays qui a autant profité de la manne européenne peut-il sérieusement envisager de rejeter le Traité de Lisbonne? Sans l'UE, le «tigre celtique» n'aurait rien dans son moteur et ne pourrait pas se vanter d'un boom économique ininterrompu depuis plus de dix ans, qui fait l'envie de ses voisins.

Traiter avec mépris un éventuel non de Dublin serait toutefois une erreur – personne n'a oublié 2005. Une nouvelle fois, la bataille qui se joue révèle un malaise qui persiste et que Bruxelles continue à ignorer. Les Européens restent, hélas, fâchés avec l'Europe. Les partisans du non irlandais forment un drôle de mouvement, mené par un milliardaire excentrique qui s'oppose à l'ensemble de la classe politique. Ils ont un slogan sans grande originalité : *«La nouvelle UE ne vous verra pas, ne vous écoutera pas et ne parlera pas pour vous»*. Mais leur message résonne auprès d'une large partie de la population. Peut-être parce que l'Europe, malgré les précédentes alertes, n'a pas su se rapprocher suffisamment de ses citoyens. Pour aller au bout de son projet politique, Bruxelles se doit encore et toujours de poursuivre son effort pour plus de transparence, moins d'élitisme et moins de bureaucratie. C'est à ce prix que les traditionnels épouvantails que sont la perte de souveraineté ou les craintes sur l'immigration perdront leur capacité de nuisance. Après tout, des 27, l'Irlande est le seul pays à avoir choisi la voie la plus démocratique du référendum pour la ratification. Ce serait trop bête de le regretter…

De bénéficiaire à contributeur

Depuis son entrée dans l'Union, l'Irlande a été bénéficiaire net (c'est-à-dire qu'elle a reçu plus d'aides financières des pays de l'UE qu'elle ne leur en a versé). En 2013, la logique devrait s'inverser, et l'Irlande devenir contributeur net. Un phénomène qui joue largement en faveur du non.

PIB par habitant en 2006 : 41 936 €. Croissance moyenne du PIB irlandais entre 1995 et 2007 : 6% (en euros constants).

Un pays au plein emploi

Le taux de chômage, qui a atteint 5,4% le mois dernier (Office central des statistiques irlandais), est en légère augmentation, mais il reste le plus bas de la zone euro.

Guerre ◆ Ouverture aujourd'hui à Paris d'une conférence censée régler le problème du gaspillage.

La reconstruction afghane, un puits sans fonds

Jamais un pays – l'Afghanistan – n'aura absorbé en six ans autant d'hommes et de milliards d'euros pour d'aussi médiocres résultats sur le plan militaire comme sur celui de la reconstruction. Sur le théâtre des opérations, 60 000 hommes, appuyés par une armée afghane en cours de constitution, n'arrivent toujours pas à juguler une insurrection fondamentaliste pourtant mal armée, mal équipée et peu entraînée. Remédier à cette situation était d'ailleurs l'un des objectifs du sommet de l'Otan à Bucarest, début avril.

Pour la reconstruction, l'invraisemblable gabegie, dénoncée par nombre d'experts, fait que l'Afghanistan restera longtemps comme le mauvais exemple parfait de la communauté internationale. C'est en principe pour y remédier qu'une conférence internationale s'ouvre aujourd'hui à Paris. Elle réunira les présidents Nicolas Sarkozy et Hamid Karzaï, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, et les représentants de 65 pays, plus 15 dirigeants d'organisations internationales.

Avant sa venue, le président afghan a fait savoir qu'il comptait obtenir plus de 50 milliards de dollars supplémentaires (32 milliards d'euros) sur cinq ans dans le cadre de la Stratégie nationale de développement pour l'Afghanistan (ANDS). Environ 17 millions devraient être consacrés aux infrastructures, dont l'Afghanistan est toujours largement dépourvu, 14 à améliorer la situation sécuritaire, en particulier à former une police à ce point vénale qu'elle est devenue une plaie pour la population.

Au Quai d'Orsay, on explique qu'*«aucun sujet ne sera éludé ni la question des droits de l'homme ni celle de la drogue ou de la corruption»*. Dès lors, la conférence est présentée comme étant *«économique et financière»* mais aussi cette fois *«politique»*. Il ne s'agira dès lors plus seulement de débourser des fonds largement absorbés par une corruption qui a atteint le niveau légendaire du Pakistan et un déficit de coordination qui, par exemple, fait qu'une école peut être financée par six pays différents, avec à chaque fois des intermédiaires qui prélèvent leur dîme. *«On va parler de la nécessité d'une amélioration de la gouvernance, se poser des questions sur la manière dont l'aide fonctionne»*, ajoute-t-on.

Le président afghan a fait savoir qu'il comptait obtenir plus de 50 milliards de dollars supplémentaires sur cinq ans pour le développement du pays.

La conférence de Paris sera en principe différente de celles de Tokyo, Berlin ou Londres. Du moins ses organisateurs veulent le faire croire. Mais on ne voit pourquoi elle le serait dès lors qu'on ne pourra toujours pas demander des comptes au président afghan, clé de voûte d'un système népotique et corrompu.

◆ JEAN-PIERRE PERRIN

Une élève au tableau dans un théâtre de Kaboul reconverti en école, en 2005. PHOTO TOMAS MUNITA. AP

Le décès de trois jeunes parachutistes relance le mécontentement de l'opinion publique.

Un conflit qui passe mal en Grande-Bretagne

Des visages juvéniles coiffés d'un béret rouge hantent cette semaine les écrans britanniques. Trois jeunes hommes d'un régiment de parachutistes stationné dans la province de Zaboul, dans le sud-est de l'Afghanistan, tombés dimanche sur les terres afghanes. Daniel Gamble, 22 ans, Nathan Cuthbertson et David Murray, 19 ans, ont succombé lors d'un attentat-suicide sur le bord de la route. Ils étaient en mission en Afghanistan depuis deux mois et gagnaient, rapporte le tabloïd *The Sun*, *«moins que des agents de la circulation»*. La Grande-Bretagne a passé la barre des 100 soldats tués en Afghanistan depuis le débarquement des troupes en 2001. *«Ça va finir par tourner au désastre, pire que l'Irak»*, prédisait un père en deuil interrogé par *The Daily Mail*, un autre tabloïd.

«Mission floue». *«Quand ils ont débarqué sur le sol afghan aux côtés des Américains, les britanniques avaient une mission claire*, décrypte Charles Heyman, ex-major de l'armée et expert en question de défense. *Il s'agissait de détruire les camps d'entraînement d'Al-Qaeda et de traquer les gros bonnets de cette organisation responsable du 11-Septembre. Depuis, l'objectif est devenu : installer une démocratie de type occidentale à Kaboul. Une mission floue, peu réaliste et qui ne risque pas de s'achever rapidement.»*

Du côté du gouvernement, on refuse de donner une date butoir pour le retrait des 7 800 Britanniques présents sur le territoire sous mandat onusien. Selon le ministre de la Défense, Des Browne, l'Afghanistan serait *«la noble cause du XXIe siècle»*, tandis que le ministre des Affaires étrangères, David Miliband, comparait cette semaine le conflit avec la résistance contre les nazis. *«Il y a soixante ou soixante-dix ans, les forces armées défendaient la Grande-Bretagne sur les falaises blanches de Douvres. Aujourd'hui, pour défendre la Grande-Bretagne, nous devons aller dans les régions les plus difficiles du monde, comme l'Afghanistan.»*

Dans l'opposition, libéraux-démocrates et conservateurs sont sur la même ligne : à l'heure où le bilan irakien s'avère un échec, la classe politique ne veut pas céder sur l'Afghanistan. Aussi dans les couloirs de Whitehall, le gouvernement discute des moyens pour mieux «vendre» ce conflit auprès du public britannique.

Décoration. Pour débuter l'opération séduction, Des Browne annonçait mardi qu'il allait remettre aux familles de tous les soldats morts au front une décoration posthume. Celle-ci pourrait être rétroactive et concerner les victimes des conflits irlandais ou de la guerre des Malouines. L'expert Charles Heyman soupire : *«Pour les familles, la mort d'un soldat est une mort de trop. Pour les politiciens, c'est un prix nécessaire. Pour le public, c'est une question de dosage. Le ras-le-bol n'est pas encore tout à fait là, mais risque de pointer son nez très bientôt.»*

De notre correspondante à Londres

◆ KARINE LE LOËT

4104

c'est le nombre d'enfants chinois qui ont été prénommés «Olympique» par leurs parents, selon un recensement publié par la police et cité hier par les médias chinois. En 1992, lors de la première candidature malheureuse de la Chine aux JO, 680 bambins avaient été appelés ainsi, et en 2008, 553 enfants.

PAKISTAN

Au moins 11 soldats pakistanais ont été tués hier dans les zones tribales du nord-ouest du Pakistan au cours d'une frappe aérienne américaine depuis l'Afghanistan.

JAPON

L'opposition japonaise a déposé hier une motion de censure au Sénat contre le Premier ministre, Yasuo Fukuda.

SOUDAN

Près de 100 personnes sont mortes dans l'accident d'un avion de la compagnie Sudan Airways qui a pris feu mardi soir à l'aéroport de Khartoum.

DJIBOUTI

Deux soldats de Djibouti ont été tués et 68 blessés lors d'un accrochage mardi dans le nord de Djibouti entre troupes érythréennes et djiboutiennes.

Les gens

Gyanendra vit bien son départ du trône du Népal

A 60 ans, le roi déchu du Népal, Gyanendra, semble bien s'être résigné à son sort, après la proclamation de la république le 28 mai. Dans une adresse à la nation, il a déclaré *«respecter»* l'abolition de la monarchie, qui marque la fin des deux cent trente-neuf années de dynastie royale des Shah. L'ancien monarque se préparait hier à quitter son palais pour entamer une existence de simple citoyen. Lui et son épouse, l'ex-reine Komal, s'installeront bientôt dans une ancienne résidence royale de la banlieue de Katmandou, et jouiront de la protection de 75 agents de sécurité payés par le nouveau gouvernement. Le couple devra cependant renoncer aux 600 employés qui étaient à leur service pendant leurs sept années au palais royal. On peut toutefois penser que la fortune personnelle de Gyanendra, estimée à des centaines de millions de dollars, leur permettra de vivre à l'abri du besoin…

PHOTO REUTERS

RETOUR SUR

Les Flamands pas si sécessionnistes

Seuls 9 % des Flamands seraient pour la sécession indique une enquête publiée hier dans le quotidien néerlandophone *De Standaard*. Elle tranche avec un sondage publié samedi dans un autre journal flamand, *Het Laatste Nieuws*, donnant 49,7 % des Flamands en faveur de l'éclatement du pays, un niveau jamais atteint par les partisans de l'indépendance de la Flandre. Certes, 45,8 % des Flamands souhaitent plus de pouvoirs pour leur région, selon l'enquête réalisée pour *le Standaard* par le sociologue Marc Swyngedouw, de l'Université catholique flamande de Louvain, mais 20,2 % des 6 millions de Flamands – sur 10,5 millions de Belges – se satisferaient du statu quo, tandis que 10,9 % voudraient un Etat fédéral plus fort et 11,4 % rêveraient du retour d'un Etat belge unitaire, disparu depuis l'adoption du fédéralisme en 1993. Selon le politologue Vincent de Coorebyter, la différence entre les deux sondages s'expliquerait par le fait que seule une minorité de Flamands sont des indépendantistes purs et durs mais beaucoup sont prêts à l'indépendance face au blocage actuel.

ANALYSE

Terrorisme

Le Maroc met ses combattants jihadistes à l'ombre

Leur arrestation, en décembre 2006, avait permis aux autorités de démanteler la plus importante filière «irakienne» installée au Maroc. Mardi soir, les 27 membres de la «cellule de Tétouan», ville du détroit d'où étaient originaires les responsables du réseau, ont été condamnés à des peines allant d'une à huit années de prison. Ils étaient accusés d'avoir envoyé des combattants marocains sur le front irakien. Au total, depuis l'invasion américaine, et majoritairement entre 2005 et 2006, date à laquelle Al-Qaeda appelait à resserrer les rangs sur le jihad irakien, les services marocains ont recensé quatre-vingt personnes ayant quitté le pays avec l'intention d'aller combattre en Irak. Cinquante seulement ont pu mener leur projet à terme, dont dix ont réussi des attentats-suicides, et une dizaine sont aujourd'hui entre les mains des forces de la coalition à Bagdad.

Syrie incontournable. Tête pensante basée à l'étranger; coordinateur et recruteurs installés au Maroc : la quinzaine de cellules démantelées à ce jour ayant un lien plus ou moins direct avec l'Irak fonctionnaient toutes selon le même mode opératoire. Une fois recrutés par des agents locaux, les combattants embarquent le plus souvent pour la Turquie, seul pays de la région à ne pas exiger de visas pour les Marocains. Dans une moindre mesure, les départs sont organisés via la Libye, l'Angleterre ou l'Arabie Saoudite. De là, s'organise le passage en Syrie, étape incontournable sur le chemin de l'Irak.

Pris en charge par les réseaux islamistes, les candidats au jihad sont alors soumis à un examen de passage. D'après les témoignages recueillis par les services de renseignement, les volontaires doivent d'abord remplir un formulaire permettant de juger de leurs aptitudes (maniement des armes et des explosifs) et de déterminer leurs préférences entre, par exemple, attentat kamikaze ou voiture piégée. Enfin, dernière étape, de loin la moins évidente : l'obtention de l'aval des cadres irakiens d'Al-Qaeda pour passer la frontière. *«La plupart de ceux qui ont souhaité se rendre en Irak par leurs propres moyens, via notamment les informations obtenues sur le Net, n'ont généralement pas obtenu le feu vert et ont fini par retourner au Maroc»*, explique un responsable des services de sécurité marocain.

Depuis l'invasion américaine, les services marocains ont recensé 80 personnes ayant quitté le pays avec l'intention d'aller combattre en Irak. Cinquante ont pu mener leur projet à terme.

Côté irakien, la filière marocaine a longtemps été pilotée par un homme, Mouhcine Khaïbar, un Marocain de 32 ans et l'un des plus proches lieutenants d'Abou Moussab al-Zarqaoui, numéro 2 d'Al-Qaeda en Irak tué en juin 2006 près de Bagdad lors d'une attaque américaine. Originaire de Larache, à une soixante de kilomètres de Tanger, Mouhcine Khaïbar, fils de petit commerçant, quitte le Maroc pour Londres en 2002 avec ses deux épouses avant de rejoindre Damas après plusieurs allers et retours en Afghanistan et au Pakistan. En Syrie, où il réside pendant deux ans, ce spécialiste en arts martiaux intègre l'organisation fondamentaliste kurde, Ansar al-Islam, aux ramifications internationales et dont Al-Zarqaoui est alors un membre éminent. Très vite, le jeune Marocain se fait remarquer en organisant une première série de recrutements via une cellule installée au Maroc qu'il pilote directement. *«Par la suite, il a élargi son recrutement aux Marocains du monde entier. Une fois passé en Irak aux côtés d'Al-Zarqaoui, il est devenu le dernier maillon vers lequel convergeaient la plupart des filières marocaines»*, note le chercheur marocain, Abdellah Rami, spécialiste des réseaux islamistes sur le Net.

Réseaux neutralisés. Responsable à Bagdad de plusieurs attentats à la voiture piégée entre 2005 et 2006, pour lesquels il aurait utilisé un bon nombre de ses compatriotes, Mouhcine Khaïbar est aujourd'hui un des terroristes les plus activement recherchés par les autorités irakiennes. Ses réseaux au Maroc ont été entièrement neutralisés, affirment les services de sécurité. En décembre, l'armée américaine a rendu public un fichier informatique d'Al-Qaeda recensant les profils de plus de 600 jihadistes entrés par la Syrie entre août 2006 et août 2007. En quatrième position après les Saoudiens, les Libyens et les Algériens, les Marocains y représentaient 6% du nombre de jihadistes étrangers présents en Irak.

De notre correspondante à Casablanca
NADIA HACHIMI ALAOUI

Manifestations

Les Sud-Coréens s'enfièvrent contre les importations de bœuf américain

Après cent jours au pouvoir, l'état de grâce est terminé pour le président sud-coréen, Lee Myung-bak, élu cet hiver malgré les preuves de son implication dans un scandale financier. Hostiles aux importations de bœuf américain qu'il a autorisées en décidant de la levée de l'embargo, les Sud-Coréens expriment depuis dix jours leur mécontentement en descendant massivement dans la rue. Le mouvement de contestation est déjà qualifié par les médias sud-coréens de *«révolution des chandelles»*, les manifestants ayant pris l'habitude, à la nuit tombée, d'allumer des bougies lors de sit-in interminables et de marches. Des rassemblements ont dégénéré et les accrochages avec les forces de l'ordre ont fait plusieurs blessés. Lundi, un manifestant est mort après s'être immolé par le feu.

Le GNP (Grand parti national, conservateur), le parti du président, a été étrillé lors d'un scrutin local qui avait valeur de test. Après ce désaveu dans les urnes, et face aux menaces de boycott de la nouvelle session parlementaire annoncées par l'opposition (Parti démocratique, gauche), elle aussi hostile à tout import de bœuf américain, Lee Myung-bak a préféré, il y a quelques jours, annuler le discours qu'il devait prononcer au Parlement. Le Président semble acculé à revenir sur sa décision de lever l'embargo. Un porte-parole du GNP, proche du chef d'Etat, a reconnu *«réfléchir avec humilité»* à la crise. À Séoul, le gouvernement sud-coréen annonce déjà qu'il va retarder l'entrée en vigueur de l'accord.

Grands consommateurs de viande et en particulier de bœuf, aliment de base national, les Sud-Coréens craignent, avec la levée de l'embargo sur la viande américaine, que la maladie de la vache folle n'arrive dans leurs assiettes. La mesure prise par l'américanophile Lee Myung-bak s'inscrit dans le cadre d'accords de libre-échange commerciaux avec les Etats-Unis. Mais le président sud-coréen découvre les risques d'un alignement trop marqué sur les intérêts américains. L'affaire pourrait d'autant plus se corser que l'ambassadeur des Etats-Unis en Corée du Sud juge pour l'heure *«difficile»* d'envisager toute renégociation sur le bœuf.

De notre correspondant à Tokyo
MICHEL TEMMAN

Le placement sous bracelet électronique doit être étendu selon le texte, qui ne prévoit pas les moyens nécessaires à un tel développement PHOTO EDOUARD CAUPEIL. LUCE

Justice ◆ Le second volet de la loi pénitentiaire déçoit professionnels et associations.

Prisons : des promesses en rade

Ce n'est pas franchement un concert d'éloges. Le projet de loi pénitentiaire, dont la version transmise au Conseil d'Etat circule depuis mardi soir, était censé incarner le versant «doux» de Rachida Dati. Après la *«fermeté»* (peines planchers, rétention de sûreté) devait venir le *«respect de la dignité»* des détenus. Depuis qu'ils ont le texte entre les mains, la grande majorité des acteurs concernés (syndicats pénitentiaires, syndicats de magistrats, associations, chercheurs) ne cachent pas leur déception.

«L'essentiel du texte ne fait que reprendre des décrets ou circulaires déjà existants, explique Martine Herzog-Evans, spécialiste du droit pénitentiaire, professeur à l'université de Reims. *Pour le reste, on a quelques avancées, et aussi de notables régressions.»*

Le projet de loi devrait être présenté rapidement en Conseil des ministres, et débattu à l'Assemblée nationale à la rentrée.

Bracelet électronique

Premier objectif, essentiellement pragmatique : désengorger les prisons. Avec 63 645 détenus pour 50 746 places disponibles, la densité carcérale moyenne est de 125 %. Le texte prévoit de développer les aménagements de peine, et notamment le placement sous bracelet électronique, pour tenter de remédier à cette situation de crise. Pour les peines inférieures ou égales à six mois et dans les cas où *«il reste quatre mois à exécuter»*, ce type de surveillance devra être *«ordonné»* (sauf circonstances exceptionnelles). Pour les peines inférieures à deux ans, il devra être systématiquement examiné.

Le projet de loi prévoit également de diminuer la détention provisoire (avant le procès) en y substituant un système d'assignation à résidence sous bracelet électronique chaque fois que possible. Ce qu'il ne prévoit pas, en revanche, ce sont les moyens indispensables au développement de ce type de mesure. *«Les travailleurs sociaux pénitentiaires croulent déjà sous le travail,* se désole Céline Verzeletti, secrétaire générale de la CGT pénitentiaire, qui rappelle le mouvement de protestation sans précédent mené par les conseillers d'insertion et de probation (CIP) depuis le 29 avril. Un CIP gère aujourd'hui en moyenne 120 dossiers.

Cellules individuelles

Sans doute la plus grande régression : le principe «un détenu par cellule» était censé entrer en application ce dimanche 15 juin. Rachida Dati avait d'ailleurs promis un décret instaurant *«l'examen des demandes»*. Mais voilà que son projet de loi revient totalement en arrière. Les détenus provisoires seront placés *«soit en cellule individuelle, soit en cellule collective, sous réserve que celle-ci soit adaptée au nombre de détenus qui y sont hébergés et qu'ils soient reconnus aptes à cohabiter»*, dit le texte. Qui ajoute même qu'il sera possible de déroger totalement à la cellule individuelle pendant encore cinq ans. *«Déçus»* et *«en colère»*, les militants du collectif Trop c'est trop, qui font campagne pour la cellule individuelle, appellent à un rassemblement aujourd'hui place Vendôme à 13 heures.

Droits des détenus

Quelques avancées non négligeables dans ce domaine : accès généralisé au téléphone, pour les prévenus et pour les condamnés, *«sauf s'il apparaît que les communications risquent d'être contraires à la réinsertion du détenu ou à l'intérêt des victimes»* et proclamation de l'importance des liens familiaux avec quelques mesures à la clé (visites sans surveillance, espaces aménagés pour les enfants). Le texte prévoit également que les détenus puissent s'inscrire sur les listes électorales, et élire domicile à la prison, ce qui peut leur ouvrir l'accès à un certain nombre de prestations sociales (ce volet sera complété par dispositions concernant le RMI, prévues dans une autre loi que prépare Martin Hirsch, haut commissaire aux Solidarités actives contre la pauvreté). Un point important inquiète cependant : le développement des *«régimes différenciés»*, plus ou moins souples en fonction de la *«personnalité»*, de la *«dangerosité»* et des *«efforts en matière de réinsertion»* des détenus. *«Cela entérine le pouvoir discrétionnaire de l'administration pénitentiaire de décider arbitrairement du sort de telle ou telle personne»*, regrette Patrick Marest, porte-parole de l'Observatoire international des prisons.

La possibilité de pratiquer sur les détenus des fouilles corporelles *«internes»*, jusque-là théoriquement interdites, est prévue par le texte. En ce qui concerne le placement au quartier disciplinaire ou «mitard», le Comité d'orientation restreint (COR) nommé par Rachida Dati pour préparer la loi avait souhaité que la durée maximale soit ramenée de quarante-cinq à vingt et un jours. Le projet de loi prévoit une durée maximale de quarante jours.

Personnel pénitentiaire

Vieille marotte de la direction de l'administration pénitentiaire, une *«prestation de serment»* par les surveillants à leur prise de fonction est instituée par le texte. *«Aucune proposition du COR visant à améliorer les missions des personnels n'a été retenue»*, regrette Céline Verzeletti, de la CGT pénitentiaire. Les surveillants réclament plus de moyens pour pouvoir jouer un rôle de réinsertion et ne pas se borner, comme très souvent actuellement, à ouvrir les portes et assurer la sécurité.

◆ ONDINE MILLOT

L'histoire

Les mystérieux fichiers de la police

C'était début 2006, peu après les trois semaines d'émeutes urbaines. Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, plaidait en faveur de l'intégration de statistiques ethniques dans les fichiers. Peu après, un rapport des Renseignement généraux «fuitait» dans la presse, révélant l'origine ethnique de *«436 meneurs»* des émeutes. 87 % avaient la nationalité française, 67 % étaient d'origine maghrébine et 17 % d'origine africaine. La Direction générale de la police nationale, embarrassée, démentait aussitôt l'existence d'un fichier de police contenant des données ethniques. SOS Racisme porte alors plainte. Après une enquête bien lente, un juge d'instruction parisien a rendu, fin mai, une ordonnance de non-lieu, estimant que la police n'avait pas commis «le délit de mise ou conservation informatisée» de données nominatives faisant apparaître, sans l'accord de l'intéressé, ses origines ethniques. SOS Racisme a aussitôt fait appel de cette ordonnance.

AFFAIRES

Les juges chargés de l'enquête Clearstream ont accepté de rouvrir le dossier, clôturé le 22 février, comme l'avait demandé le parquet de Paris. Les magistrats veulent davantage cerner le rôle de l'ex-Premier ministre Dominique de Villepin.

ACCIDENT

Un Mirage 2000-N affecté à la force de dissuasion nucléaire, mais non armé, s'est écrasé hier à Laurenan (Côtes-d'Armor), ses deux membres d'équipage étant sains et saufs après s'être éjectés.

ENIGME

La justice lance un appel à témoins pour tenter d'identifier une femme dont le corps sans tête ni jambes a été découvert dans une valise flottant sur la Sèvre nantaise à Vertou (Loire-Atlantique).

SANTÉ

La ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, a émis hier *«les plus grandes réserves»* sur la boisson Red Bull, autorisée à la vente récemment en France.

Révision générale des politiques publiques

Les administrations proposent leurs recettes avant la mise au régime

Ce devait être la mère des réformes de l'Etat, permettant de moderniser tout en réalisant 8 milliards d'euros d'économie. On en est très loin. Lancée en fanfare il y a un an, la révision générale des politiques publique (RGPP) ressemble de plus en plus à un catalogue de bonnes intentions compilé par les administrations.

Hier, juste après le Conseil des ministres, s'est tenu le troisième «conseil de modernisation des politiques publiques», chargé de valider le dernier train de 69 mesures pour une RGPP qui en comptera donc en tout 332.

Ordonnateur. Les deux premiers conseils, le 12 décembre 2007 et le 4 avril 2008 avaient été ceux des bons élèves. Au tableau d'honneur figurait naturellement Bercy, qui ne pouvait faire autrement que montrer l'exemple, le grand ordonnateur de la réforme étant Eric Woerth, ministre du Budget et de la Fonction publique. On vit ainsi apparaître le guichet unique pour les services des impôts et du Trésor, la fusion entre les corps de Mines et des Télécoms et quelques autres mesures dont l'usager de base ne mesure pas la portée, mais qui bouleversent les habitudes les plus profondément ancrées dans l'administration française.

Parmi les bons élèves, il y eut aussi le ministère de l'Intérieur, ravi de concentrer sous son autorité toutes les forces de sécurité. Sans oublier le ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale de Brice Hortefeux, toujours prêt à briller au palmarès. Avec ce troisième train de 69 mesures, on voit apparaître les administrations qui jusque-là traînaient des pieds. Le ministère de l'Agriculture propose ainsi de *«recentrer les haras nationaux sur les seules missions de service public»*. Un ambitieux objectif qui devrait laisser le champ libre aux éleveurs pour développer la filière. Quant à l'Office national des forêts (ONF), matrice de toutes les administrations puisqu'il est l'héritier du service des Eaux et Forêts dont l'origine remonte au domaine royal des capétiens, il est prosaïquement prié de *«réaliser des gains de productivité pour permettre le versement d'un dividende à l'Etat, en fonction de l'évolution du cours du bois»*.

> **«Il y a 35 directions régionales aujourd'hui à peu près dans les préfectures de région, c'est beaucoup trop.»**
> Eric Woerth, ministre du Budget et de la Fonction publique

«Cette troisième étape clôture la phase diagnostic, nous entrons à présent dans la phase de mise en œuvre des décisions», expliquait hier le porte-parole du gouvernement, Luc Chatel. Au total, la RGPP devrait consacrer la suppression de 550 structures (administrations centrales, services déconcentrés et établissements publics) dont l'utilité est loin d'être démontrée ou qui doublonnent entre elles.

Epouvantail. Le plus spectaculaire devrait être la réduction drastique du nombre de directions départementales et régionales, chaque administration centrale ayant tendance à multiplier ses antennes locales. *«Il y a 35 directions régionales aujourd'hui à peu près dans les préfectures de région, c'est beaucoup trop*, estime Eric Woerth. *On va passer à 5 ou 6 directions régionales.»*

Sur le papier, cela peut paraître simple. Dans la pratique, les résistances sont vives. *«Il y a eu un gros bras de fer avec le ministère de l'Intérieur»*, reconnaît-t-on à Bercy. Epouvantail pour les syndicats de fonctionnaires, qui ont bien compris qu'elle était d'abord destinée à engendrer des économies, la RGPP a aussi réveillé les guerres de territoires entre les administrations.

FRANÇOIS WENZ-DUMAS

Education

Les parents préparent la «nuit des écoles»

A Paris, les parents de l'école Vitruve, dans le XXe arrondissement, annoncent pour demain soir, à l'occasion de *«la nuit des écoles»*, *«un délicieux buffet dînatoire, une projection de l'*An 01 *(Doillon/Gébé) avant l'occupation de l'école puis un petit-déjeuner partagé avec les autres écoles occupées»*. A Champigny, dans le Val-de-Marne, les parents de l'école Maurice-Thorez invitent à *«une soirée conviviale de débats, de lutte et de fête barbecue»* entre 20 heures et minuit.

Lancée par des parents d'élèves des Pays de Loire, haut lieu de la contestation actuelle dans le primaire, l'initiative a fait tâche d'huile. Il s'agit d'*«éviter un réveil douloureux à la rentrée prochaine»* et de protester dès maintenant contre les «mesures Darcos» qui vont la gâcher: notamment les nouveaux programmes du primaire, la suppression de deux heures de cours hebdomadaires, la Base élèves (un questionnaire jugé indiscret), l'entassement des élèves dans les classes, etc.

Hier le site coordonnant cette initiative (1) faisait état de 285 écoles inscrites, dans 39 départements. La Loire-Atlantique – et dans une moindre mesure le Maine-et-Loire – est de loin la plus mobilisée, avec une soixante d'écoles maternelles et primaires se préparant à une occupation nocturne. Paris annonce près de 50 établissements engagés – essentiellement dans les XVIIIe, XIXe et XXe, mais aussi dans les XXe et XIIIe – où des occupations ponctuelles ont lieu parfois depuis plusieurs semaines.

«Risques». Pour des raisons d'hygiène, l'inspecteur d'académie de Paris, Edouard Rosselet, a, dans un premier temps, décrété la fermeture des écoles concernées samedi matin. *«Cette occupation se déroulera hors du cadre législatif et réglementaire concernant l'utilisation des locaux scolaires»*, écrit-il, *«il n'est donc pas assuré que le nettoyage quotidien prévu par les textes puisse être effectué par les agents de la Ville de Paris.»* Or, *«les élèves ne sauraient être exposés à un risque sanitaire par l'autorité académique»*. Mais la mairie de Paris, qui a en charge les locaux du primaire et le personnel de service – le rectorat ayant, lui, autorité sur les enseignants –, a jugé inacceptable la *«décision prise sans concertation»*. Et annoncé l'ouverture des écoles *«dans le respect des règles d'hygiène»*. Une décision qui sera d'autant plus appréciée que dans plusieurs écoles la kermesse de fin d'année était prévue demain.

Des parents d'élèves occupent l'école Emile-Duployé, à Paris. PHOTO LIONEL CHARRIER. M.Y.O.P.

«Avenir». Au ministère de l'Education, on se voulait serein. Xavier Darcos, silencieux sur cette affaire, a vaqué à ses occupations. Il a d'abord présenté en Conseil des ministres le projet de loi, très contesté, instaurant un *«droit d'accueil»* pour les élèves de primaire lors des grèves enseignantes. Il a ensuite signé un texte avec sept organisations syndicales – dont le Snes-FSU majoritaire dans le secondaire – répertoriant *«seize points de convergence»* dans la réforme du lycée qui s'engage. Le ministre, habitué aux manifestations contre ses réformes, s'est à cette occasion félicité de signer *«un texte de consensus»*. *«Nous retrouvons cet accord de fond lorsqu'on parle des sujets qui engagent l'avenir des jeunes»*, a-t-il déclaré, loin du brouhaha autour de la *«nuit des écoles»*.

VÉRONIQUE SOULÉ

(1) http://nuit.des.ecoles.over-blog.com/

Les gens

Jean-Claude Mailly contre l'union

«Ce n'est pas une manif qui changera les choses.» Jean-Claude Mailly, patron de Force ouvrière, a une nouvelle fois pris ses distances hier avec la journée d'action organisée par la CGT et la CFDT le mardi 17 juin pour dénoncer les projets du gouvernement sur les retraites et surtout sur les 35 heures. *«On est tous d'accord contre ce qu'a fait le gouvernement […] mais il y a d'autres manières de remédier à ce problème qu'une manifestation pour essayer de réparer une bêtise qu'on a faite»*, a-t-il jugé, en référence à la *«position commune»* signée par la CFDT, la CGT et le Medef. *«A force de faire des journées qui succèdent à des journées […], il y a un phénomène d'usure»*, a-t-il ajouté à propos de la faible mobilisation syndicale mardi.

PHOTO AFP

RSA

Patrick Devedjian a mis en garde hier contre le risque de créer *«une grande population assistée»* avec la mise en œuvre du Revenu de solidarité active (RSA). Le secrétaire général de l'UMP a précisé que le RSA faisait actuellement débat *«à l'intérieur de l'UMP»*, même si, selon lui, *«il faut le faire»*.

PS

Le premier secrétaire du PS, François Hollande, estime dans un entretien au *Nouvel Obs* que ni Ségolène Royal ni Bertrand Delanoë ne peuvent être majoritaires *«seul»*. *«Nous devons avoir un premier secrétaire à qui il ne sera pas donné une prédésignation, pas plus qu'il ne lui sera demandé une renonciation»* pour 2012, précise Hollande.

SCHÉMA

François Fillon a hier dénoncé le *«manque d'ambition»* du schéma directeur de la région Ile-de-France (Sdrif) défendu par Jean-Paul Huchon, le président de la région. Et menacé de *«ne pas approuver»* le document dans sa version actuelle, qui a pourtant hier le feu vert d'une commission indépendante.

COUP DE SANG

Des barbouzes chez Bernard Thibault ?

Que recherchaient les visiteurs inconnus qui se sont introduits dans la nuit de mardi à mercredi au domicile du secrétaire général de la CGT ? Hier matin, Bernard Thibault s'aperçoit que la porte de son garage a été forcée. Il inspecte alors la voiture de fonction que le syndicat met à sa disposition et découvre la présence d'un tournevis et d'un boîtier électronique doté d'une puce dont les enquêteurs devront déterminer si elle était destinée à enregistrer des conversations ou localiser à distance le véhicule. Ce matériel *«n'était manifestement pas visible, et rien n'était fait pour le rendre visible mais nous l'avons trouvé quand même»*, a expliqué Bernard Thibault, qui estime que ce matériel *«n'est pas venu là par hasard»*.
Le secrétaire général de la CGT est allé déposer plainte pour *«violation de domicile»*. Le procureur de la République d'Evry (Essonne) a ouvert une enquête préliminaire qu'il a confiée au service régional de police judiciaire de Versailles.

F.W.-D.

Elysée

Al-Assad, hôte encombrant du 14 Juillet

A la tribune officielle du 14 Juillet, place de la Concorde, il y aura le carré des dictateurs. On y trouvera côte à côte le président syrien, Bachar al-Assad, le Tunisien Zine el-Abidine Ben Ali, sans doute aussi l'Egyptien Hosni Moubarak… Il y aurait pu avoir aussi le colonel Kadhafi, s'il ne s'était élevé bruyamment contre le projet de l'Union pour la Méditerranée. Les autres chefs d'Etat se voient ainsi récompensés de leur participation à ce projet lancé par Nicolas Sarkozy qui fera l'objet d'un sommet à Paris, la veille de la fête nationale. La surprise vient cependant de la venue du président syrien, qui, il y a quelques mois encore, était traité en paria au sein de la communauté internationale, monde arabe inclus, pour l'implication présumée de son régime dans l'assassinat de l'ex-Premier ministre libanais Rafic Hariri. L'annonce de la possible présence de Bachar al-Assad à la tribune officielle est d'ailleurs venue de Beyrouth. Samedi, lors d'une interview à une télévision arabe, le leader druze Walid Joumblatt en évoquait la possibilité, qualifiant une telle invitation de *«honte pour le peuple français»*. Elle a été confirmée hier à Paris de source diplomatique. Elle sera précédée début juillet par la visite dans la capitale française du ministre syrien des Affaires étrangères.
Hormis sa participation à la proclamation du projet de l'Union pour la Méditerranée, Paris n'a pourtant rien obtenu de Damas. L'accord de Doha sur l'élection d'un Président au Liban a été mis en œuvre par le Qatar. On sait par ailleurs qu'un éventuel désarmement du Hezbollah, l'allié de Damas sur la scène libanaise, a été repoussé aux calendes grecques par le nouveau chef d'Etat libanais, le général Michel Sleimane.

Bachar al-Assad, le président syrien, en mars à Damas. PHOTO ADEL HANA. AP

Cette invitation intervient enfin alors que le durcissement du régime, depuis sa mise en cause dans l'assassinat d'Hariri, a jeté en prison les derniers journalistes et intellectuels qui se battaient pour la liberté d'expression, faisant qualifier la Syrie par l'ONG Reporters sans frontières de *«capitale de la répression»*. Elle devrait aussi choquer nombre de diplomates français, qui se souviennent de l'assassinat en 1981 de l'ambassadeur français Louis Delamarre, imputé à Damas. Certes, Bachar al-Assad n'était pas alors au pouvoir mais le régime, lui, est bien dans la continuité de celui du défunt Hafez al-Assad.

JEAN-PIERRE PERRIN

Réforme des institutions

La droite cherche à inscrire dans la Constitution son pré carré sénatorial

Plus ça va et moins ça va pour la réforme des institutions, concoctée par Nicolas Sarkozy et remaniée par la majorité présidentielle. Hier, socialistes, verts et communistes ont claqué la porte de la commission des lois du Sénat après l'adoption par les élus de droite d'un amendement *«choquant»*, de l'avis du président du groupe PS du Sénat, Jean-Pierre Bel. La disposition en question vise à graver dans le marbre de la Constitution le mode d'élection actuel des sénateurs, à savoir que seuls les conseillers municipaux peuvent être délégués sénatoriaux et donc participer à l'élection des sénateurs. De quoi faire bondir les socialistes qui, depuis plusieurs mois, ferraillent pour obtenir la révision d'un mode de scrutin sénatorial *«archaïque»*. *«Dans la quasi-totalité des régions et dans la majorité des départements et des villes, les électeurs votent à gauche tandis que le Sénat, qui est censé les représenter, est ancré à droite»*, précise Bel. Un constat dont la majorité s'accommode fort bien. Le sénateur PS embraye : *«Aujourd'hui, il suffirait d'une loi pour corriger cette anomalie, Si l'amendement passe, nous ne pourrons à l'avenir corriger le mode de scrutin sénatorial qu'à condition d'avoir le feu vert de trois cinquièmes des parlementaires réunis en Congrès ! Autant dire jamais. C'est une provocation.»*
A la rancœur de la gauche devrait s'ajouter le mécontentement de la droite. La commission des lois du Sénat a hier supprimé l'amendement sur le référendum obligatoire en cas d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, qu'avait exigé une quarantaine de députés UMP pour accepter d'approuver le projet de loi constitutionnel en première lecture. La disparition de cet amendement jugé diplomatiquement *«préjudiciable»* par le Quai d'Orsay, et le retour au texte initial, qui donne au chef de l'Etat le choix entre ratification par voie parlementaire ou référendum pour toute nouvelle adhésion à l'UE, pourrait modifier la donne à l'Assemblée nationale en deuxième lecture. A titre préventif, le président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, a hier appelé les députés à *«suivre»* le Sénat. A défaut, on peut s'interroger sur les chances d'adoption de la réforme par le Congrès le 21 juillet.

L'amendement UMP adopté vise à entériner le mode d'élection actuel : seuls les conseillers municipaux peuvent élire les sénateurs.

NATHALIE RAULIN

Scandale ◆ Deutsche Telekom et Deutsche Bahn ont espionné leurs cadres et des journalistes.

Ces géants allemands qui ont mis leurs salariés sur écoute

Le patronat allemand n'en finit plus de collectionner les scandales. Après les affaires de corruption chez Volkswagen et Siemens, ou de fraude fiscale pour le patron de la Deutsche Post, voici l'heure du scandale des écoutes téléphoniques. La presse a même évoqué un *«retour aux méthodes de la Stasi»*, la police politique de l'ex-RDA… Pendant des mois, les directions de Deutsche Telekom et de Deutsche Bahn, deux groupes emblématiques, ont espionné certains cadres dirigeants, et des journalistes. Avec, dans les deux cas, l'aide de la même officine: Network Deutschland.

Les bureaux berlinois de ce cabinet spécialisé dans l'espionnage économique, situé dans un immeuble bourgeois d'une rue perpendiculaire au Kurfürstendamm, la principale avenue de Berlin-Ouest, semblent désertés. Il y a deux semaines encore les locaux abritaient les lucratives activités du cabinet de détectives privés de Ralph Kühn. Ce dernier a reconnu, dans les colonnes du quotidien des affaires *Handelsblatt*, avoir reçu *«de très haut»* la mission d'espionner certains membres du directoire de Deutsche Telekom et une poignée de journalistes spécialisés, afin de trouver l'origine d'un certain nombre d'indiscrétions parues dans la presse allemande.

Sur écran géant, le directeur de Deutsche Telekom en 2006, Kai-Uwe Ricke, aujourd'hui dans le collimateur de la justice. PHOTO HENNING KAISER. AFP

Confidentialité. A l'époque, en 2005-2006, Deutsche Telekom traverse une phase difficile et les journaux regorgent de détails sur l'incapacité de la direction à résoudre les difficultés d'un groupe acculé à l'érosion de son chiffre d'affaire, à la chute du cours en Bourse et surtout à la chute du nombre des abonnés du réseau fixe. Dans les colonnes du *Handelsblatt*, Ralph Kühn admet avoir retrouvé, grâce aux données fournies par Deutsche Telekom, la trace d'un contact téléphonique entre un journaliste du magazine *Capital* et Wilhelm Wegner, l'ancien chef du comité d'entreprise – et à ce titre membre du directoire du groupe public –, peu avant la parution d'un article consacré à l'entreprise en 2005. *Capital* avait à l'époque éventé certains détails de la stratégie à moyen terme de Deutsche Telekom.

Le parquet de Bonn, saisi par la nouvelle direction de Deutsche Telekom, enquête sur une affaire bien embarrassante pour une entreprise censée appliquer à la lettre la législation sur la confidentialité des données. Diligentée par Deutsche Telekom, Network Deutschland aurait eu accès aux listings des numéros de téléphone composés par certains salariés et certains journalistes, aux numéros de comptes bancaires voire aux déclarations fiscales d'une partie des cadres supérieurs de l'entreprise.

Network Deutschland nie avoir réalisé des écoutes téléphoniques mais admet avoir procédé par *«recoupement»* de données. Sept personnes, dont deux anciens patrons du géant allemand des télécommunications, sont aujourd'hui dans le collimateur de la justice: Kai-Uwe Ricke, qui dirigeait le groupe au moment des faits, et Klaus Zumwinkel, président du conseil de surveillance à l'époque et dont le nom est récemment apparu dans le scandale de fraude fiscale vers le Liechtenstein. Un fax de réclamation adressé à Deutsche Telekom par Network Deutschland pour un impayé de 400 000 euros, dont une copie a atterri à la rédaction de l'hebdomadaire *Der Spiegel*, avait déclenché toute l'affaire…

> **«Certains patrons ne cessent de démontrer qu'ils pensent ne plus être soumis aux mêmes règles et lois que les autres».**
> Norbert Röttgen, député conservateur

Quelques jours plus tard, la compagnie ferroviaire Deutsche Bahn admet à son tour avoir fait appel aux services de Network Deutschland, pour un montant de 800 000 euros, entre 1998 et 2007. La Deutsche Bahn refuse pourtant tout parallèle avec le cas Telekom: il s'agissait cette fois d'espionner les salariés pour lutter contre la corruption en interne… La Deutsche Bahn serait particulièrement exposée, du fait de l'énorme volume de commandes passées par le groupe (10 milliards d'euros par an, du crayon à la locomotive en passant par la réalisation de nouvelles voies ou gares).

Méthodes illégales. L'Allemagne se demande aujourd'hui quelle sera la prochaine entreprise prise la main dans le sac. *«Deutsche Telekom n'est pas un cas isolé»*, assure au *Spiegel* l'ancien responsable de la sécurité des données de Deutsche Telekom, Hans-Jürgen Knoke. Selon le syndicat des détectives, 32% du chiffre d'affaires de la branche proviendrait de la surveillance de salariés soupçonnés de nuire à leur employeur. *«Surtout quand il y a soupçon de corruption*, insiste Klaus-Dieter Matschke, de la Fédération des détectives. *On se demande alors comment vit le salarié… A-t-il un niveau de vie au-dessus des moyens que lui assure son seul salaire? Avec qui est-il en contact?»* Or, répondre à ces questions ne serait pas possible sans recourir à des méthodes illégales.

Les deux affaires jettent en tout cas une ombre supplémentaire sur les milieux d'affaires allemands. Même les conservateurs en sont maintenant convaincus: d'autres entreprises seront concernées… *«Nous sommes confrontés à un rejet de l'économie de marché par une large partie de l'opinion»*, s'inquiète le ministre-président du Land de Sarre, le CDU Peter Müller. Et c'est la faute aux patrons! *«Certains d'entre eux ne cessent de démontrer qu'ils pensent ne plus être soumis aux mêmes règles et lois que les autres»*, déplore le député (CDU) Norbert Röttgen.

Amende. Le préposé du gouvernement à la Sécurité des données, Peter Schaar, réclame un renforcement de l'arsenal judiciaire, en cas de non-respect du secret des données. La peine maximum prévue est à l'heure actuelle une amende de 300 000 euros. Aux Etats-Unis, un cas similaire à celui de Deutsche Telekom, chez Hewlett-Packard en 2004, avait coûté 14,5 millions de dollars (plus de 9,3 millions d'euros) de pénalités au groupe, et leur poste à plusieurs managers.

De notre correspondante à Berlin ◆ **NATHALIE VERSIEUX**

La Bourse

BOURSE DE PARIS

Séance du mercredi 11 juin 2008

CAC40 4 660,91 points

↘ -2,10%

BOURSES DU MONDE

New York Dow Jones 12 125,62 points (mi-séance)	↘ -1,34%
New York Nasdaq 2 414,81 points (mi-séance)	↘ -1,39%
Londres Footsie 100 5 733,10 points	↘ -1,62%
Tokyo Nikkei 225 14 183,48 points	↗ +1,16%

+2 euros

De deux euros (pour un vol intérieur) à 20 euros (pour un très long courrier): ce sont les nouvelles hausses de la surcharge de carburant annoncées hier par Air France en raison des cours toujours plus élevés du pétrole. La surcharge totale atteint 19 euros pour un vol intérieur, et 121 euros pour un très long-courrier, dont la durée est supérieure à neuf heures. Selon Air France, la moitié de cette augmentation sera supprimée dès que le cours du baril se stabilisera durablement au-dessous de 120 dollars.

Les gens

Abdallah el-Badri, le patron de l'Opep, dénonce la spéculation sur le pétrole

Abdallah el-Badri, secrétaire général de l'Organisation des pays producteurs de pétrole (Opep), persiste et signe. Il a maintenu hier à Londres que la principale raison de la hausse des prix du pétrole *«est la spéculation»* et qu'il *«n'y a pas de problème d'offre»*. El-Badri avance aussi l'excuse de *«la valeur du dollar»*. Le secrétaire général annonce même que l'organisation dispose d'une capacité excédentaire de production de 3 millions de barils par jour. Estimation qui aura peut-être l'avantage de rassurer l'Agence internationale de l'énergie, qui déplore dans son rapport mensuel une baisse de la capacité de production excédentaire de l'Opep (évaluée en dessous de 2 millions de barils par jour). Le débat devrait se poursuivre jusqu'à la réunion entre pays producteurs et consommateurs de pétrole, le 22 juin, à Djeddah en Arabie Saoudite. La conférence vise en effet à examiner les causes de l'envolée des cours. Et donc établir les responsabilités.

LUCIE LAUTRÉDOU

PHOTO AP

Délit d'initié

EADS: le Crédit mutuel ne veut pas être le dindon de la farce

L'affaire des délits d'initiés au sein d'EADS va-t-elle mettre à feu et à sang le milieu habituellement feutré des grands patrons français? Hier, le groupe Lagardère, poursuivi par l'Autorité des marchés financiers (AMF), a révélé qu'il avait reçu une lettre *«étrange»* de la part du Crédit mutuel. Se fondant sur l'enquête de l'AMF, la banque aurait menacé de demander l'annulation de l'achat des actions EADS vendues par Lagardère, à moins que le groupe dirigé par Arnaud Lagardère n'*«ouvre une négociation»*. Dans un communiqué, Lagardère a répliqué, avec un ton cinglant, qu'il ne *«cédera pas aux menaces du groupe Crédit mutuel»*.

Moins-value. Le Crédit mutuel est, avec la Caisse des dépôts et consignations (CDC) et d'autres investisseurs institutionnels français (dont la Caisse d'épargne), l'un des floués de cette histoire. En avril 2006, Lagardère leur a vendu une partie des actions EADS qu'il détenait, à un très mauvais moment. Quelques semaines avant que le cours ne s'écroule, suite à la révélation de retards dans le programme A380. Le groupe dirigé par Arnaud Lagardère a touché une plus-value d'un milliard d'euros, la moins-value est allée dans les comptes de la CDC et du Crédit mutuel. Pour l'instant, la CDC s'est portée civile dans le volet judiciaire de l'affaire, et le Crédit mutuel faisait le mort. Mais, ces dernières semaines, la situation a évolué.

Le Crédit mutuel est, avec la Caisse des dépôts, l'un des investisseurs floués par la revente des actions EADS avant que le cours ne dévisse.

En avril, l'AMF a engagé des poursuites contre 17 dirigeants actuels ou anciens d'EADS, ainsi que contre le groupe Lagardère. Et, fin mai, Noël Forgeard, ancien PDG, a été mis en examen. D'où le changement de stratégie du Crédit mutuel. Lagardère indique ainsi avoir *«reçu une lettre d'un avocat* [il s'agit de Me Dominique Schmidt, par ailleurs défenseur de l'AMF, ndlr], *s'exprimant au nom de plusieurs sociétés du groupe»*, qui *«menace de faire annuler par le Tribunal de commerce de Paris les Orapa* [Obligations remboursables en actions EADS] *émises par Lagardère en avril 2006»*.

Sans impôt. La vente s'était faite en deux fois: d'abord l'émission d'Orapa qui avait été souscrite par la banque Ixis, puis la vente par Ixis à la CDC et au Crédit mutuel de titres EADS. A l'origine, la complexité de l'opération devait permettre à Lagardère de se désengager rapidement et sans payer d'impôt sur les plus-values. Elle lui permet aujourd'hui de rejeter en bloc les demandes du Crédit mutuel. *«Il n'y a pas de lien contractuel entre Lagardère et le Crédit mutuel»*, puisque les Orapa ont été achetés à Ixis. Le Crédit mutuel, qui est par ailleurs une des banques de Lagardère, semblait très gêné par la révélation de sa lettre. *«Nous n'avons aucun commentaire à faire et nous ne confirmons rien du tout»*, se contentait d'indiquer un porte-parole.

NICOLAS CORI

LE TRAVAIL DANS TOUS SES ÉTATS Chaque jeudi, une histoire de conflit, de mutation ou de promotion sociale

CHRONIQUE

L'aversion originale du toyotisme

Sur le sujet, il y a eu des dizaines de livres en moins de deux ans. Mais parmi les ouvrages sur le stress et la souffrance au travail, il y en a un qui, depuis deux mois, fait beaucoup parler de lui. Il dit par exemple ceci. *«Hier, paraît-il, un gars s'est fait coincer et sectionner un doigt de la main gauche par une machine.»* Un «hier» qui remonte en fait à 1972.

«Kaisen». *Toyota, l'usine du désespoir* (1) a été écrit par un Japonais, alors infiltré pour un contrat de six mois dans une usine Toyota comme ouvrier temporaire. Le livre de Satoshi Kamata est mécanique. Répétitif. Chapitre après chapitre, il égrène les cadences, les accidents du travail. Mais aujourd'hui encore, journaliste et sociologue parlent de ce livre comme d'un texte dont on tire des enseignements bien présents. Et c'est le toyotisme, cette méthode installée à Toyota au Japon dans les années 40 et 50 largement exportée dans le monde et fondée sur le *kaisen* (l'amélioration continue), qui est suspectée d'être l'un des terreaux de cette souffrance au travail dont on parle tant aujourd'hui… *«Là où le toyotisme a fait plus fort que le fordisme, c'est que Ford ne mobilisait que les bras. Chez Toyota, à chaque minute du process de productivité, l'ouvrier se demande comment améliorer sa production»*, analyse le sociologue Paul Jobin, qui a signé la préface de la nouvelle édition. Impliqué, l'ouvrier de l'ère du toyotisme serait donc beaucoup plus susceptible d'être victime du stress. *«J'ai découvert ce bouquin quand j'ai été embauché à Toyota, en 2001*, explique Eric Pecqueur, délégué syndical CGT à Valenciennes. *Quand j'ai monté la section CGT, il m'a été bien précieux pour montrer aux nouveaux syndiqués que ce que nous vivions à l'usine – turn over, sous-effectif – n'étaient pas l'effet d'une mauvaise gestion mais d'une politique générale du groupe.»*

«Mal adapté». A Toyota France, on est bien embarrassé par l'éternelle résurrection d'un livre vieux de trente-cinq ans. Et on tente de rectifier l'image de la méthode d'organisation du travail devenue modèle. *«Demander au salarié ce qui peut améliorer son travail plutôt que lui imposer un process inventé par un expert, éliminer les tâches inutiles, assurer, comme on le fait en France, un emploi pérenne dans un bassin d'emploi que d'autres délaissent: ça, c'est lutter contre le stress*, argumente Nicolas Fayol, le porte-parole de Toyota France. *Si le toyotisme a amené du stress dans certaines entreprises, c'est plutôt parce qu'il a été mal adapté par celles-ci.»* De la difficulté à être devenu un modèle décrié.

SONYA FAURE

(1) *Toyota, l'usine du désespoir*, par Satoshi Kamata, Editions Démopolis, 264 pp., 21 euros

L'histoire

L'Espagne bloquée, les Belges trinquent

C'est le miracle de la mondialisation. Quand les routiers bloquent l'Espagne, ce sont les Belges qui sont privés de voitures. Deux usines belges cessent leur activité aujourd'hui, faute de pièces détachées censées arriver d'Espagne. *«Nous avons pris la décision d'arrêter la production […] jusque lundi matin, en espérant que les problèmes seront résolus dans le courant de la semaine»*, a indiqué un porte-parole de Volvo à Gand (Nord). Pause plus courte pour les salariés bruxellois d'Audi (du groupe Volkswagen), qui ont, eux, été mis au chômage technique aujourd'hui et demain.

L.L.

AUTOMOBILE

Après General Motors qui lâche son gros Hummer, Ford prévoit d'abandonner les pick-up. Le constructeur réfléchit à la reconversion de plusieurs usines nord-américaines spécialisées dans le montage de pick-up pour développer la production de berlines. Le projet devrait être dévoilé en juillet.

CHINE

Pékin a annulé hier les licences à l'exportation à 700 fabricants de jouets en infraction avec les normes de sécurité internationales. Après le rappel de dizaines de milliers de jouets fabriqués en Chine pour défauts de fabrication, les autorités chinoises ont inspecté les 3 540 entreprises bénéficiant de permis d'exportation.

INTERNET

Des comparateurs de prix (Kelkoo.fr, Pricerunner.fr…) ont présenté hier leur charte de déontologie. Onze sites étaient épinglés par la Direction générale de la concurrence l'an dernier pour manque de transparence quant à l'information donnée au consommateur.

INITIATIVE

Un rapport pour redéfinir les frontières du chômage

En pleine présidentielle, il y a un an, une polémique éclatait sur les chiffres du chômage. Le Conseil national de l'information statistique (Cnis) a remis hier le rapport qu'on lui avait alors commandé pour mieux mesurer le «mal emploi». Il estime que le fameux taux de chômage actuel ne rend pas compte des mutations de la société et propose donc de le compléter par d'autres indicateurs, qui cerneraient les *«frontières du chômage»*. Le *«halo du chômage»* notamment: les personnes inactives – femmes au foyer par exemple – qui ne se disent pas au chômage mais souhaitent travailler, le *«sous-emploi»* (les temps partiels qui veulent travailler plus) ou *«l'emploi insatisfaisant»* (ceux qui ont un emploi et en souhaitent un autre). Le second enjeu consiste à mieux définir la «précarité»: qu'elle ne soit plus seulement juridique (CDD, intérim…) mais recouvre aussi la probabilité de retour à l'emploi… Enfin, le Conseil propose de mener des travaux sur les offres d'emplois non pourvues. Il serait temps: leur nombre varie aujourd'hui en fonction de l'usage politique qu'on en fait…

S.F.

Groupe A ◆ La Selecçao bat les Tchèques 3-1 et se qualifie pour les quarts.

Cristiano Ronaldo dégèle le Portugal

A Genève	
REP.TCHÈQUE	PORTUGAL
1	3
Sionko (17e)	Deco (8e) Ronaldo (63e) Quaresma (90e+1)

Le Portugais Cristiano Ronaldo, hier, aux prises avec le goal tchèque Petr Cech. PHOTO PIERRE PHILIPPE MARCOU. AFP

Il y a quatre ans, lors de son Euro disputé à domicile, le Portugal avait tout à craindre de la République tchèque. La Reprezentace en était même la favorite. Depuis, les hommes de Scolari ont renforcé leurs positions avec une demi-finale de Coupe du monde, notamment, tandis que la République tchèque compte ses vieux, ses blessés et ses retraités. Privée de son tourbillonnant trident créatif –Nedved (Ballon d'or 2003), fatigué, Poborsky (35 ans), périmé, et Tomas Rosicky, éternel éclopé– la République tchèque, unique grande productrice de jeu il y a quatre ans, fait désormais comme toutes les escouades limitées, elle s'adapte.

Digue. Lors du match d'ouverture, elle compta ses doigts face à des Suisses toujours un peu ankylosés quand il s'agit de briser la neutralité du tableau d'affichage, avant de claquer sur sa seule occasion du match. Face aux brillantes individualités portugaises, l'expérimenté sélectionneur Karel Brückner (né en 1939) savait que sa digue défensive aurait pris l'eau en décidant à nouveau d'attendre et voir. Alors, la République tchèque, sélection symbole des mornes premiers jours de cet Euro, lança ses ouailles à l'abordage. Les milieux tchèques pédalaient dur et trouvaient même plutôt bien Baros, préféré à Koller, dans le dos d'une défense portugaise pas aussi solide que sa cotation sur le marché ne le laisserait penser: 100 millions d'euros de transfert pour Carvalho, Ferreira, Bosingwa et Pepe réunis. Les spéculateurs se nomment Chelsea pour les trois premiers, et le Real Madrid pour le dernier. Des propriétaires bien plus prospères que le modeste FC Copenhague, où est salarié Libor Sionko, que l'on découvrit hier à 31 ans. Pas son pareil pour percuter et rentrer dans la raquette, ce Sionko, justement récompensé par une tête victorieuse à la 18e. Qui, malheureusement pour les Tchèques, n'était qu'une égalisation car le Portugal avait dégainé d'entrée (8e, par Deco) sur une accélération passement de jambes-une-deux-sans-le-deux de Cristiano Ronaldo. On peut penser ce qu'on veut du Mancunien, ce garçon a tout de même compris un principe essentiel du football: pour marquer, il faut tirer au but. Avant le match, il était déjà le joueur à avoir le plus frappé aux cages. Hier soir, il a conforté son avance: huit frappes, un but. Voilà.

Forme. Ajoutez à cela deux passes décisives et voilà Ronaldo enfin entré de plain-pied dans la compétition. Une bonne nouvelle pour le Portugal qui peut aussi s'appuyer sur la forme retrouvée de Deco, tout à la fois premier rideau défensif et fer de lance (deux passes décisives, un but). Premiers qualifiés pour les quarts de la compétition, les Portugais auront confirmé leur statut de favori, tandis que les Tchèques iront chercher leur qualif' contre la Turquie. Paradoxe: malgré la défaite, leur cote est en hausse.

Envoyé spécial à Genève

◆ THOMAS GOUBIN

Groupe B ◆ L'entraîneur néerlandais de la Pologne a beaucoup bourlingué.

Leo Beenhakker, coach trotter

A Vienne Aujourd'hui, 20h45, M6	
AUTRICHE	POLOGNE

Ce Leo est increvable, il trouve toujours le moyen de s'inviter aux grands tournois, qu'importe la couleur du flacon ou du maillot. A 65 ans, Beenhakker, le coach néerlandais de la Pologne, est sûrement l'un des plus gros bourlingueurs du grand barnum du football mondial. Il a déjà coaché à peu près la moitié des clubs des Pays-Bas, dont les plus grands, Ajax en tête, et pigé aux quatre coins du monde. Il y a deux ans en Allemagne, il avait obtenu, avec la sélection de Trinité-et-Tobago, un match nul aux allures d'exploit historique face à la Suède. Devant l'enthousiasme des médias des Caraïbes, le monsieur avait quand même rappelé qu'au niveau émotion et fierté, il avait eu sa dose à la tête du grand Real Madrid des années 80.

L'habileté du coach batave, qui soit dit en passant ressemble de plus en plus au père biologique de Nick Cave, a éveillé l'intérêt de la fédération polonaise. Leo Beenhakker a rempli son contrat en qualifiant la sélection pour l'Euro. Comme toujours, les Polonais ont survolé leur groupe de qualification, comme toujours, ils se sont crashés (0-2) en match d'ouverture, comme souvent, face aux Allemands qui font vraiment tout pour énerver les rédacteurs en chef des tabloïds de Varsovie. Sur ce match, la Pologne n'a pas été mauvaise, juste quelconque, sans véritable faiblesse, sans génie non plus.

> Il y a deux ans, il avait obtenu, avec la sélection de Trinité et Tobago, un match nul aux allures d'exploit historique face à la Suède.

Le seul joueur qui pourrait susciter un brin d'enthousiasme reste Ebi Smolarek. Face à l'Allemagne, il n'a reçu qu'une demi-poignée de ballons négociables. Pour leur premier match, les Polonais ont eu la possession du ballon mais sans savoir quoi en faire. On a l'habitude de dire que la Pologne, c'est comme l'Allemagne, mais en moins bon. Et bien l'Autriche, même devant son public, c'est comme la Pologne mais en moins bon. Les Autrichiens n'ont même pas un Smolarek ou un sélectionneur charismatique. Juste onze joueurs animés par leur combativité de bons petits soldats. Pronostic: 1-1 et le match le plus faible de l'Euro. Après France-Roumanie, bien sûr.

Envoyé spécial à Vienne

◆ JOACHIM BARBIER

Groupe B ◆ L'Allemagne veut confirmer.

Des Teutons bronzés

A Klagenfurt Aujourd'hui, 18 heures, M6	
ALLEMAGNE	CROATIE

C'est une donnée statistique. Sans le tourisme allemand, les Croates n'en seraient pas là, soit aux portes de l'Europe. Après la Pologne où, à part peut-être quelques Ossies fauchés ou nostalgiques, peu d'Allemands se rendent en vacances, la Mannschaft se tape ce soir à Klagenfurt le deuxième match de ce groupe si Mitteleuropa. Les Croates vont-ils laisser gagner les Allemands par peur d'un éventuel boycott germain des plages dalmates? Pas si sûr. Car c'est déjà un sommet, entre deux nations sur le retour, gentiment revanchardes, en quête d'un titre et d'une résurrection. Dimanche contre la Pologne, l'Allemagne a trimballé son statut de favori à sa manière, sans état d'âme. Sans avoir été géniale, avec deux buts de Podolski, pourtant à la ramasse toute la saison au Bayern. Les bases étaient là: ce surplus de vitesse et de fluidité sur lequel insiste le sélectionneur Joachim Löw.

L'Allemagne 2008 possède la conviction dans les gestes de ses devancières, avec une petite dose de prise de risque qui pourrait, à l'arrivée, représenter un consensus acceptable pour un champion. A voir. En face, la Croatie produit autant de joueurs de talent que dans le passé; impressionnant au regard du réservoir démographique. La preuve avec Modric, annoncé comme *the next big thing*. Le buzz est énorme. Sûrement un peu surcoté le gars –tiens, il va bien Srna, l'ancienne *hype* d'il y a deux ans? Bon, Modric. Très Croate dans ses qualités, un extérieur du pied d'une rare élégance, très Croate aussi dans ses lacunes. Dimanche face à l'Autriche, le jeune homme, qui évolue dans le même registre que Pirlo ou Xavi, a fait basculer le match. Une ouverture qui amena la faute et le penalty accordé aux Croates. Dans la foulée, trente minutes pendant lesquelles il a éclairé le jeu sans forcer. Et puis, plus rien ou presque. Une deuxième mi-temps transparente où, comme ses coéquipiers, il a donné l'impression de lâcher mentalement. Pronostic: 1-0 pour l'Allemagne, tête de Ballack sur un coup de pied arrêté.

Envoyé spécial à Vienne ◆ J.B.

Festival ◆ Music for Toys rassemble des artistes fans des instruments jouets.

La musique est un jeu d'enfant

FESTIVAL MUSIC FOR TOYS du 12 au 14 juin, à Paris, entrée gratuite. Ce soir au Divan du monde, 75 rue des Martyrs 75018, le 13 au Monte-en-l'air, 6 rue des Panoyaux 75020, le 14 à Glazar't en plein air 7-15 Porte de la Villette 75019. Compilation k7, Music for Toys
www.monsterk7.com/mixtapes/musicfortoys/musicfortoys.html

Xylophone, toy piano, melodica... résonneront trois soirs durant à Paris. PHOTO CHAPI CHAPO

Boîte à meuh, toy piano, melodica, flûteau, boîte à musique, xylophone et trompette en plastique, hochets, clochettes et grelots, MonsterK7, le label k7 parisien, sort de sa malle un festival qui fleure bon l'enfance: Music for Toys est entièrement consacré aux musiciens qui recourent aux jouets musicaux. Pascal Comelade et Yann Tiersen (avec la BO d'*Amélie Poulain*) ont popularisé les sonorités clinquantes du toy piano, piano miniature utilisé aussi par des compositeurs de musique contemporaine comme John Cage ou dans la pop music (Radiohead, Tom Waits, Twink…). MonsterK7 évoque également le stylophone, jouet anglais dont les notes s'actionnent à l'aide d'un stylet, que *«David Bowie a définitivement inscrit dans l'inconscient collectif, avec son titre* Space Oddity», petit synthétiseur aussi utilisé par Kraftwerk, inventé en 1967 et refabriqué depuis 2007.

«Les instruments jouets ont un côté fragile et une énorme valeur sentimentale. Ils sont aussi très accessibles, n'importe qui peut en utiliser un», expliquent Anne et Gary, le duo de MonsterK7, organisateurs de l'événement. Music for Toys se déploie en trois lieux parisiens convoquant des artistes qui bricolent avec ces jouets et les incorporent dans des compositions pop, folk ou électro. A découvrir, ce soir au Divan du monde, la folk mélancolique de Michael Wookey entouré de son Toy Cabaret, la musique ludique de Kawaii, les sets d'impro d'Emmanuel Rébus avec culbutos et boîtes à musique. Le lendemain, dans le jardin du Monte-en-l'air, on prêtera une oreille à Bertram Wooster, Rennais multiinstrumentiste qui enrobe ses poèmes d'instruments rigolos, ou encore aux airs enfantins de The Appreciation Society.

Plus expérimental, David Fenech fera couiner et grincer ses jouets au Glazar't samedi, aux côtés de Setsuko.o et Pequena Fiera. Artistes qu'on retrouve sur la compilation douce-amère que les MonsterK7 sortent à cette occasion. *«Nous avions déjà édité une compilation K7* Ode au toy piano (épuisée, mais téléchargeable sur www.monsterk7.com) *car c'est l'instrument-jouet par excellence. Nous avons souhaité étendre l'expérience».* Comptines bancales, notes approximatives, dissonances, stridences, la tonalité donne une touche nostalgique fragile, comme cassée, à cette étrange compilation lo-fi regroupant une vingtaine de morceaux. Dont la petite musique triste de Chapi Chapo, le duo espagnol Uke avec son *Nos somos bolcheviques*, le Japonais vidéoludique Plamo ou les cinq Américaines de l'excentrique Toyorchestra.

La compilation est disponible sous forme de K7 audio (dont la jaquette comporte un lien pour télécharger les morceaux en mp3), vendue cinq euros pour soutenir ce festival gratuit.

◆ MARIE LECHNER

Rock ◆ Avant d'aller à Seattle, les Angevins se retrouvent pour tourner en France. Ce soir et samedi à Paris.

Les Thugs, quelques points de non-retour

Festival Maroq'n'roll jusqu'à lundi. LES THUGS ce soir (complet) et samedi (reste quelques places). La Maroquinerie, 23, rue Boyer, 75020. Rens.: 01 40 33 35 05.

C'est un retour qui génère à la fois joie et regrets. Joie, car les Thugs retrouvent la scène après huit ans et demi de silence – leur dernier concert remonte au 21 décembre 1999 à La Roche-sur-Yon –, ce qui pour un groupe aussi puissant scéniquement n'est pas rien. Regrets, car les quatre Angevins, qui naviguaient entre rock garage et punk, l'ont annoncé: ces huit dates – Bordeaux, Toulouse, Paris (deux soirs), Trémargat, Lyon, Angers et Seattle – ne figurent en rien une reformation. *«Les raisons de notre séparation sont toujours là»*, assure Eric Sourice, guitariste et chanteur du groupe depuis sa formation, en 1983. C'est-à-dire? *«Comme dans toute aventure humaine, nous avons rencontré des divergences…»* On n'en saura pas plus. *«Et puis on habite tous à droite et à gauche. Ça serait donc compliqué matériellement de rejouer ensemble.»*

Anniversaire. Admettons donc la triste évidence: le quatuor français le plus sous-estimé (30 000 exemplaires maximum vendus par album) des grandes années alternatives ne passera pas l'été. Malgré l'écho favorable qu'il avait aussi reçu outre-Atlantique. *«Oui, nous étions un peu connus, mais on a aussi joué dans des petits clubs à New York devant quinze personnes et dans une pizzeria à San Francisco face à dix clients!»* Reste que les retrouvailles des Thugs se sont opérées par la grâce d'un anniversaire: celui des vingt ans du mythique label américain Sub Pop, en juillet à Seattle, où ils partageront l'affiche avec Mudhoney, Wolf Parade, Green River… *«Une proposition difficile à refuser,* admet Eric Sourice. *Et on s'est dit que, quitte à se reformer, autant que ce ne soit pas pour un seul concert.»* Et voilà les Thugs (les «voyous») en résidence à Angoulême à épousseter leurs six cordes avant de reprendre du service. *«Bizarrement, tout est revenu très vite. La complicité, l'homogénéité, le plaisir…»* Après le BT 59 bordelais mardi et le Bikini toulousain hier, c'est la Maroquinerie parisienne qui va les accueillir ce soir et samedi. Mais pour écouter quoi? Sur la centaine de morceaux du groupe, chacun des musiciens a fait sa propre sélection. *«Etant un groupe démocratique, on a pris tous les titres choisis unanimement et ceux qui ont recueilli trois votes!»* Parmi eux, les *«incontournables»*, tels *Waiting, Biking… «Mais aucun titre du dernier album»*, le bien nommé *Tout doit disparaître* (1999).

> « **Bizarrement, tout est revenu très vite. La complicité, l'homogénéité, le plaisir…»**
> Eric Sourice, chanteur et guitariste

Mélange. Reste que ce No-Reform Tour – *«ça a l'avantage d'être clair, et puis on trouve ça bien par rapport à toutes les réformes gouvernementales actuelles»* – sera l'occasion de (re)découvrir le son unique, mélange de robustesse électrique et de mélodies rageuses sublimées par le chant hypnotique d'Eric Sourice. Lequel, à l'image d'un certain Frank Black en son temps, n'hésite pas à affirmer: *«Quand on a commencé, on connaissait trois accords. Nous avons créé notre propre style faute de pouvoir faire autrement.»* Comme quoi…

◆ PHILIPPE BROCHEN

World ◆ La jeune Malgache chante à Paris.

Seheno, grandeur nature

SEHENO. New Morning, 7, rue des Petites-Ecuries 75010. Ce soir, à 20 h 30. CD «Ka» (Fairplaylist).

Sa voix sereine monte en déclamation, ses musiques allient tradition malgache et world. Des airs acoustiques raffinés dirigés par Prabhu Edouard, percussionniste franco-indien de la scène parisienne; comme ses complices du disque *Ka*, l'accordéoniste malgache Régis Gizavo et le guitariste de Mayotte Mikidache.

Seheno écrit l'essentiel de ses chansons, qu'elle prie, puis crie. Elle a peaufiné son manifeste avant de le publier: boîtier recyclable, rond, livret de 20 pages relié à Calcutta, ruban de raphia. De Madagascar, la grande île africaine, Seheno *«chante l'environnement mais dans un sens contemplatif»*, consciente que la première richesse de son pays est sa nature et sa diversité. D'ailleurs, *Ka* commence par une polyphonie des hauts plateaux: *«La peur est bavarde, destin ou chance.»* La chanteuse est épaulée par Yvon Rakotonanahary, membre des polyphonies Senge qui ont fait sensation ici.

Sur scène, un trait sombre descend le long du menton de Seheno. Signe d'un rite funéraire du sud de Madagascar, où l'antique culte des morts reste vivace malgré la christianisation et imprègne les musiques du cru. Seheno Andriamahatana est fille d'une légende de l'Ile rouge (ou latérite), le groupe Ny Railovy fondé par son père et ses oncles dans la capitale «Tana» dans les années 1940, première formation à moderniser les rythmes malgaches. Adolescente, Seheno est choriste au sein du groupe familial, avant de débarquer en 1993 en France chanter derrière Mikidache, Chico Freeman, Jeff Gardner, Rido Bayonne, de la musique brésilienne ou du flamenco. Un producteur tentera même d'en faire une vedette de variété. *«J'avais 20 ans. On me disait de m'habiller style M6. Je n'avais pas mon mot à dire. J'ai eu une réaction physique, de l'étouffement. Je ne voulais pas ça»*, se souvient Seheno, qui depuis quelques années se rend régulièrement à Calcutta, apprendre le *dhrupad*, le plus ancien et exigeant des chants indiens.

◆ BOUZIANE DAOUDI

INTERNET

NINE INCH NAILS
«The Slip»

La porte du label Interscope claquée, voire arrachée, Trent Reznor, l'âme de Nine Inch Nails (NIN), cumule les productions non-lucratives et se veut pourvoyeur débonnaire. Depuis le début de l'année, rien moins qu'un *Ghost I-IV*, drôle d'objet instrumental réparti sur quatre disques, et un Nine Inch Nails pur vintage, *The Slip*. Disponible gratuitement sur le site Internet du groupe, ce dernier opus fait plus office d'introduction à la tournée 2008 de NIN que d'album à part entière. Reprenant les formules éculées de *White Teeth* et *Year Zero*, *The Slip* regorge de tueries pour *dancefloor (1000000, Head Down)*, lorgnant même vers le disco *(Discipline)*, auxquelles s'ajoutent des morceaux ambient et la sempiternelle ballade au piano *(Lights in the Sky)*. Pas de quoi être désarçonné en somme, et les dévots s'y retrouveront.
Pourtant, si *The Slip* n'est pas un album à écouter au casque de la teneur de *Ghost I-IV*, il pullule de ces petits détails sonores qui ont fait la renommée de NIN: des cliquetis crescendo de *Demon Seed* aux bourdonnements gradués du refrain de *Head Down*, Reznor cisèle son œuvre jusqu'à ce rien de folie qui le caractérise.

MATHILDE CARTON

Mémento

Rodolphe Burger, à l'Alhambra, 21, rue Yves Toudic, 75010, 01 40 20 40 25. Ce soir, 20 h.
Supergrass à l'Elysée-Montmartre, 72, bd Rochechouart, 75018. Ce soir, 20 h (complet).
The Herbaliser au Trabendo, 211, av. Jean-Jaurès, 75019. Ce soir, 19 h 30.
Jennifer Cardini & Dyed Soundorom au Social Club, 142, rue Montmartre, 75002. Ce soir, 23 h.
Alexandre Kinn, à la Cigale, 120, bd Rochechouart, 75018. Ce soir, 20 h.
Reggae Live Tour 2 (Luciano, Jah Cure...) au Zénith, 211, av Jean-Jaurès, 75019. Ce soir, 19 h 30.

Design ◆ Mendini et Charpin exposent ensemble à la galerie Kreo, à Paris.

Un objet peut en cacher un autre

Que l'architecte-designer Alessandro Mendini (né en 1931), théoricien italien déterminant, et le Français Pierre Charpin (né en 1962), qui a basculé vers le design avec le mouvement Memphis en 1981, se retrouvent à exposer ensemble à la galerie Kreo, n'est pas étonnant. Aucun d'eux ne craint d'affirmer la couleur ni le motif, à condition qu'ils aient un sens, qu'ils transforment le volume. C'est ce qu'ils font avec des objets mobiliers destinés à l'extérieur. Formes et matériaux structurels d'un fauteuil, d'un banc, d'un pot et de deux tables sont comme cachés par de savants jeux de mosaïques réalisés avec l'entreprise italienne Bisazza. Une pièce signée par les deux hommes, le banc, qui est fait pour s'allonger, la tête sur les bras, prend du coup l'allure d'un précieux et malicieux sarcophage multicolore (photo). Alessandro Mendini a fait remarquer: *«C'est pour moi.»*
Le pot de fleurs de Charpin pourrait ressembler à n'importe quelle jardinière, s'il n'était recouvert d'un dégradé de petits carreaux bruns et verts. Il devient alors une sorte de tumulus pouvant se fondre dans la verdure.
Mendini, dans un abyme de détournements, revisite avec ce matériau son fameux fauteuil *Proust* qui était déjà une pirouette critique, très humoristique, du «good» design.
Tous ces meubles sont *all'aperto*, c'est-à-dire très ouverts, mais aussi équivoques par les troubles que crée le matériau mosaïque, selon que l'on s'en approche ou s'en éloigne. Ces pièces précieuses, de recherche, en édition limitée, sont encore *all'aperto*, quand elles sont ouvertes à l'apéro dehors!

ANNE-MARIE FÈVRE

PHOTO FABRICE GOUSSET

Galerie Kreo, *«All'aperto: Dehors»*, 22, rue Duchefdelaville, 75013, Paris. 01 53 60 18 42. Jusqu'au 25 juillet. www.galeriekreo.com

Théâtre ◆ Daniel Bedos, directeur du festival montpelliérain, s'est mis à l'honneur.

L'autosacre du Printemps

Le Printemps des comédiens jusqu'au 30 juin, domaine d'O à Montpellier. Rens.: 04 67 63 66 66.

Le Printemps des comédiens est à l'image de son directeur Daniel Bedos: *«Du grand classique, du cirque et l'ouverture vers l'étranger»*, observe celui qui a créé le festival de théâtre montpelliérain voici vingt et un ans. Cela donne une programmation destinée à plaire à un large public, sans faire de vagues. Premier écueil évité, les perturbations potentielles autour du spectacle tibétain *Safran*, annulé fin mars, car le *«théâtre masqué tibétain suppose un climat serein et apaisé»*. Sérénité qu'il n'y avait certes pas en mars, au moment où la Chine réprimait violemment les révoltes. L'annulation du spectacle (le directeur préfère parler de *«report»*) s'est décidée sans qu'aucun contact avec la troupe de l'opéra de Shol n'ait pu être établi. En revanche, l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger, qui avait organisé le voyage de reperage de Daniel Bedos au Tibet en juillet 2007, a été *«consultée»*. Et son avis, écouté.
A défaut de robes safran, le public épris d'ethnologie déambulera sur des airs de Java. Tous les jours à 18 heures (sauf le lundi), une quarantaine d'artistes originaires des îles de Java et de Bali bondissent dans les allées ombragées du domaine d'O. Spectacle bon enfant, *Taman Sari* entraîne les familles vers les danses sacrées et le théâtre populaire indonésiens.

La programmation du Printemps des comédiens est destinée à plaire à un large public, sans faire de vagues.

Il est signé Daniel Bedos, qui a par ailleurs choisi de mettre Molière à l'honneur (l'omniprésent directeur est lui-même originaire de Pézenas, où il a fondé les Fêtes de Molière, en 1980). Cela donne des *Précieuses ridicules* parfois vulgaires, et un *Dom Juan* imminent (du 13 au 15 juin), joué et mis en scène par Philippe Torreton, qui a reçu, lors de sa présentation à Paris, un accueil critique globalement glacial.
Autre star, Jane Birkin, appelée pour remplacer au pied levé Cesaria Evora lors de la Fête de la musique. Peut-être une bonne surprise, avec *Par cœur* (17 et 18), où Hannah Schygulla viendra chanter des textes de Jean-Claude Carrière, président depuis quinze ans de ce festival largement subventionné par le conseil général.

De notre correspondante à Montpellier ◆ **CAROLE RAP**

Variétés

«Martyrs» martyrisé

La ministre de la Culture a demandé hier une révision du classement du film français *Martyrs*, d'abord voué à l'interdiction aux mineurs. Le réalisateur Pascal Laugier a été reçu lundi au ministère pour présenter sa défense artistique. Présenté au dernier marché du film à Cannes et déjà vendu dans 35 pays, le film a reçu un très bon accueil et revendique une ambition artistique, loin du cinéma d'horreur de consommation courante.

Spike Lee VS Clint Eastwood

Le ton monte entre les cinéastes américains Clint Eastwood et Spike Lee. Le réalisateur de *Malcolm X* a lancé la polémique à Cannes en accusant Clint Eastwood de ne pas avoir fait figurer de soldats noirs dans ses deux films sur la bataille d'Iwo Jima. Clint Eastwood a répliqué un peu vertement, dans un entretien publié par le journal britannique *The Guardian*, en priant Spike Lee de *«la boucler»*.

James Brown dispersé

320 costumes et instruments, décorations, un divan demi-lune vert et des lettres de James Brown seront mis aux enchères le 17 juillet au dépôt-vente Christie's New York.

Schtroumpfs prêts à conquérir l'Amérique

Columbia Pictures pourrait adapter au cinéma les Schtroumpfs, créatures imaginées par le dessinateur belge Peyo, dans une version qui mêlerait animation et acteurs. Aux Etats-Unis, Schtroumpfs se prononce Smurfs ainsi qu'ont été popularisés les petits personnages par une série télé diffusée sur NBC durant les années 1980.

Gaultier costumier de Preljocaj

Jean Paul Gaultier signera les costumes de la prochaine création du chorégraphe français Angelin Preljocaj, *Blanche Neige*, qui sera présentée à Lyon le 25 septembre, dans le cadre de la Biennale de la danse, en préfiguration d'une tournée internationale.

Les choix

MAGAZINE Trompettes

«Un soir au musée»
Ceux qui lisent ces lignes en PDF sont des assidus de *Libération*. En regardant *Ce soir au musée* consacré à *La monomane de l'envie* de Géricault, ils se diront: dingue, on jurerait la mère de Houellebecq photographiée par Frédéric Stucin dans *Libé* le 9 mai. **France 5, 20 h 40**

LES FILMS DICI

DOCUMENTAIRE Lipération

«Les Lip, l'imagination au pouvoir»
Christian Rouaud retrace l'histoire des Lip, comment en 73, ils se mirent à l'autogestion, accompagnés alors par *Libération*. Ils avaient un slogan: *«C'est possible: on fabrique, on vend, on se paie.»* **TPS Star, 20 h 55**

FICTION Femme, femme, femme

«Femmes de loi», deux épisodes
Il y a une nouvelle actrice dans *Femmes de loi* (Non? Siii!) Noémie Elbaz succède à Ingrid Chauvin et Aylin Prandi comme collègue de Natacha Amal. Si vous n'avez pas décroché de ces lignes, vous serez ravi d'apprendre que Noémie Elbaz est la fille d'un ingénieur et d'une juriste et qu'elle a fait du modern jazz. **TF1, 20 h 50**

TÉLÉ SANS PUB

La commission Copé propose une réorganisation de France 3 en sept régions contre quinze aujourd'hui. Il s'agirait, a expliqué Jean-François Copé, d'*«un renversement complet de son mode de fonctionnement: au lieu d'une chaîne nationale et de décrochages régionaux, on propose un réseau de chaînes régionales et un décrochage national»*. Une annonce qualifiée d'*«inacceptable»* par la CGT de France 3 qui y voit un argument de plus pour la manifestation de défense de l'audiovisuel public du 18 juin. Par ailleurs, la commission Copé préconise que le PDG de France Télévisions soit désormais élu par le conseil d'administration sur la base d'une liste de trois noms au moins établie par le CSA.

L'UMP assouplit la loi anticoncentration dans les médias. Un des cadeaux du gouvernement aux chaînes privées a déjà été adopté à l'Assemblée nationale. TF1 pourra ainsi continuer à détenir la chaîne TMC même si celle-ci dépasse les 2,5% d'audience, ce qui était jusqu'alors interdit afin d'éviter une trop forte concentration des médias. Le seuil a été relevé à 8% d'audience. Le PS parle de *«cadeaux aux amis du pouvoir»*.

SANCTION

M6 mise en demeure pour avoir traité les footballeurs roumains de *«voleurs de poules»*. Les propos ont été tenus mardi dans *100% Foot* par le chroniqueur Dominique Grimault (sans vouloir balancer, Henri Leconte, invité de l'émission, a servi le même compliment aux tennismen roumains). Alerté par un téléspectateur, le CSA a sévi aussitôt, mettant M6 en demeure de respecter sa convention après ce propos *«discriminatoire»*. Europe 1 avait écopé de la même sanction après l'affaire Sevran-Elkabbach.

L'histoire

Quand Wikipédia terrorise le CAC 40

Le communiqué est signé Euro RSCG C&O: *«Wikipédia cannibalise l'image des entreprises du CAC 40 et de leurs dirigeants»*. Selon l'agence de marketing, *«la fiabilité et la véracité des informations publiées par l'encyclopédie collaborative sont contestées et mises en doute. Elles [...] peuvent nuire à la valeur de la marque»*. Et ça, ça chagrine la marque. Du coup, Euro RSCG C&O se propose de mettre en place sur Wikipédia la NDLE, la «note de l'entreprise», une zone éditoriale réservée aux sociétés. Or, parmi les principes de Wikipédia, figure celui-ci: *«Les articles rédigés sur un mode propagandiste ou publicitaire sont prohibés.»* Ainsi que le rappelle Pierre Beaudouin, président de Wikimédia France: *«La fiabilité de l'information est assurée par des sources sérieuses, accessibles et analysant le sujet avec un regard extérieur et argumenté.»*

CE SOIR

TF1
20H50 **Femmes de loi** "Une femme parfaite" - "La robe et la justice" Téléfilm d'Hervé Renoh Avec Natacha Amal.
22H30 **La méthode Cauet** "Invités : Elsa Pataky, Passi ..." Magazine présenté par Cauet
1H05 Les coulisses de l'économie Magazine présenté par Jean-Marc Sylvestre
1H40 Météo
1H45 Reportages

FRANCE 2
20H55 **À vous de juger** "Invité : François Fillon" Magazine présenté par Arlette Chabot
23H30 D'art d'art
23H35 **Infrarouge** "Chroniques de la violence ordinaire" Documentaire
1H20 Journal de la nuit, Météo
1H38 CD'aujourd'hui
1H40 Faites entrer l'accusé Magazine

FRANCE 3
20H55 **Louis la Brocante** "Louis et le violon noir" Téléfilm français de Michel Favart. Avec Victor Lanoux, Evelyne Buyle, Nadia Barentin.
22H35 Keno, Ce soir (ou jamais !), Soir 3
23H30 **Ce soir (ou jamais !)** Magazine présenté par Frédéric Taddeï
0H45 NYPD Blue "La loi du silence" Série

CANAL+
20H50 **Cold Case** Série américaine. "Voleur d'enfance" - "Électron libre" Avec Kathryn Morris.
22H15 **Meadowlands** "Soupçons" Série américaine. Avec David Morrissey.
23H05 Jeudi investigation "Scandales sur ordonnance" Documentaire
0H00 Mensomadaire

ARTE
21H00 **Le dernier témoin** "Le prix de la vérité" - "À la santé de nos défunts" Téléfilm allemand de Bernhard Stephan, 2002. Avec Ulrich Mühe, Gesine Cukrowski.
22H25 **Les Swenkas** Documentaire
23H40 Paris-Berlin, le débat "À qui profitent les droits de l'homme ?" Débat
0H40 Ouvre les yeux

M6
20H30 **Euro 2008 : Autriche / Pologne** "En direct de Vienne" Sport
22H40 **Genesis : l'origine du crime** Série américaine. "Les sept sacrements, 1 & 2/2" Avec Pep Munne.
0H30 100% Foot Magazine
1H40 Météo
1H45 Club
3H10 Euro 2008 : Croatie / Allemagne

FRANCE 4
20H45 **Elle voit des nains partout !** Comédie française de Jean-Claude Sussfeld, 85 mn, 1981. Avec Zabou Breitman.
22H10 Transorientale
22H15 **Moi vouloir toi** Comédie française de Patrick Dewolf, 87 mn, 1985. Avec Gérard Lanvin.
23H40 Citoyen visible
23H45 P.J.

FRANCE 5
20H40 **Un soir au musée** "Des Beaux Arts de Lyon" Magazine présenté par Laurence Piquet
21H50 **Cabu politiquement incorrect** Documentaire
22H45 C dans l'air Magazine présenté par Yves Calvi
23H45 On n'est pas que des parents Magazine
0H40 Allô, docteurs Magazine

TMC
20H45 **L.A. Dragnet** Série américaine. "Jeu macabre" - "Justice parallèle" - "Le poison dans les veines" Avec Ed O'Neill.
22H50 **Cold squad, brigade spéciale** Série américaine. "Quatre épisodes" Avec Julie Stewart, Matthew Bennett.
1H50 TMC spécial festival tv, Météo
2H00 TMC Charme Érotique

RTL9
20H45 **Phantoms** Thriller américain de Joe Chappelle, 91 mn, 1998. Avec Ben Affleck, Rose McGowan, Peter O'Toole.
22H35 **Catch américain Raw** Sport
23H30 Désirs "2 épisodes" Série
0H30 Série rose Série
1H35 L'enquêteur Série

PARIS 1re
20H50 **Sur un arbre perché** Comédie française de Serge Korber, 90 mn, 1970. Avec Louis de Funès, Geraldine Chaplin.
22H20 **Poker** "Le tournoi des as" Divertissement
23H30 Sexe and love story Dessin animé
1H05 Poupée fragile Dessin animé
1H50 Programmes de la nuit

DIRECT 8
20H40 **La gifle** Comédie française de Claude Pinoteau, 100 mn, 1974. Avec Isabelle Adjani, Lino Ventura, Annie Girardot.
22H30 **Clara et les chics types** Comédie dramatique française de Jacques Monnet, 100 mn, 1980. Avec Isabelle Adjani, Thierry Lhermitte.
0H10 Morandini !
1H00 Culture VIP

Télé Programmes®

NOUS NE FAISONS PAS LES CHOSES À MOITIÉ

TOUS LES MATINS RECEVEZ LIBÉ !

Bénéficiez de 50% de réduction

Près de 3 mois d'abonnement à

Libération

70 nos pour seulement 42 €
au lieu de 84 € (prix de vente au numéro)
Toutes nos offres promotionnelles sur http://abonnements.liberation.fr

Complétez et renvoyez avec votre règlement le bulletin à :
Libération – Service abonnements B590 – 60732 Sainte Geneviève cedex.

❑ OUI, je m'abonne à Libération pour près de 3 mois 70 nos au prix de 42€ au lieu de 84€ soit 50% de réduction

Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
Email : _____ @ _____
Téléphone : _____

❑ Ci-joint mon règlement :
❑ Chèque à l'ordre de Libération
❑ Carte bancaire
N° : _____
Expire fin : _____
clé* : _____ *
les 3 derniers chiffres au dos de votre carte bancaire

Date et signature obligatoires :

OU

Téléphonez vite au 03 44 62 52 08
Précisez le code AU2008

Livraison quotidienne gratuite par porteur spécial avant 7h30*

Offre valable jusqu'au 31/12/08 en France métropolitaine uniquement.
Tarifs étranger, nous consulter.
*8h30 les samedis et jours fériés sur Paris, IDF, Bordeaux, Cannes, Lille, Lyon, Marseille, Menton, Monaco, Nice, Strasbourg, Toulouse. Autres villes : livraison par la poste. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression de ces informations (art.27 de la loi informatique et libertés). Les informations recueillies sont destinées exclusivement àLibération et ses partenaires commerciaux sauf opposition de votre parten cochant cette case ❑